



**LE TRAVAIL SYNDICAL
UE-AMERIQUE LATINE
SUITE AU SOMMET DE VIENNE**



**EU-LATIN AMERICA
TRADE UNION COOPERATION
FOLLOWING THE VIENNA SUMMIT**



**EL TRABAJO SINDICAL
UE-AMÉRICA LATINA DESPUÉS
DE LA CUMBRE DE VIENA**



**O TRABALHO SINDICAL
UE-AMÉRICA LATINA APÓS
A CIMEIRA DE VIENA**

FRANÇAIS

ENGLISH

ESPAÑOL

PORTUGUÊS



Confédération européenne des syndicats (CES)

European Trade Union Confederation (ETUC)

Confederación Europea de Sindicatos (CES)

Confederação Europeia de Sindicatos (CES)

- P. 3** | **LE TRAVAIL SYNDICAL
UE-AMÉRIQUE LATINE
SUITE AU SOMMET DE VIENNE**
- P. 21** | **EU-LATIN AMERICA
TRADE UNION COOPERATION
FOLLOWING THE VIENNA SUMMIT**
- P. 39** | **EL TRABAJO SINDICAL
UE-AMÉRICA LATINA DESPUÉS
DE LA CUMBRE DE VIENA**
- P. 57** | **O TRABALHO SINDICAL
UE-AMÉRICA LATINA APÓS
A CIMEIRA DE VIENA**





LE TRAVAIL SYNDICAL UE-AMÉRIQUE LATINE SUITE AU SOMMET DE VIENNE

Activités et perspectives

| PRÉSENTATION

La Confédération Européenne des Syndicats considère qu'il est très important que les syndicats poursuivent les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine, surtout en ce moment où l'ambitieux pari lancé en 1999 lors du Premier Sommet gouvernemental de Rio de Janeiro, dont l'objectif est d'établir une association bi-régionale équilibrée, semble avoir besoin d'un élan politique pour arriver à se concrétiser.

La CES, l'ORIT et la CLAT essaient, conjointement avec les structures syndicales sous-régionales du Mercosur, de la Communauté andine et d'Amérique centrale, de doter les négociations d'une dimension sociale, en exigeant que celles-ci ne se limitent pas aux aspects commerciaux mais comportent aussi un chapitre social et un chapitre relatif au travail et établissent des mécanismes de participation effective des organisations représentatives de la société civile et, en particulier, des organisations syndicales.

Au cours de la nouvelle étape qui s'est ouverte avec la création de la CSI, nous espérons accroître et améliorer la coordination du mouvement syndical européen et latino-américain afin de communiquer efficacement aux autorités communautaires de l'UE nos revendications et les processus d'intégration latino-américains.

Vous trouverez ci-joint – en anglais, français, espagnol et portugais – quelques documents de présentation de nos dernières activités : un rapport général, la déclaration du Sommet Syndical de Vienne et les déclarations conjointes de la CES et des syndicats andins et d'Amérique centrale dont les groupes entament de nouvelles négociations avec l'UE.

John MONKS
General Secretary

LE TRAVAIL SYNDICAL UE-AMERIQUE LATINE SUITE AU SOMMET DE VIENNE

Activités et perspectives

Rapport de la Confédération Européenne des Syndicats (octobre 2006)

On rappelle dans le rapport les données et les décisions principales des réunions qui se sont déroulées à Vienne, afin de les prendre en compte dans la programmation de nos activités.

Y sont également exposées des opinions et des orientations sur les méthodes appliquées dans le travail de coordination syndicale (et dans les relations avec d'autres intervenants) afin que les organisations affiliées à la CES en tiennent compte.

Quelques données sur la conjonc- ture politique et sociale en ALC

Au cours des derniers mois, les conflits internes du sous-continent se sont intensifiés, menaçant l'impulsion unitaire qui se produisait au niveau de l'intégration régionale.

La paralysie de la ZLEA n'a pas signifié la fin des tentatives de la part des Etats-Unis d'obtenir une zone de libre-échange aussi vaste que possible, via des accords individuels, comme les Accords de libre-échange avec le Mexique, le Chili, l'Equateur, le Pérou et la Colombie.

La sortie du Venezuela de la CAN, en réaction aux Accords de libre-échange signés par la Colombie et le Pérou a plongé le bloc andin dans l'incertitude. Suite au Sommet des chefs d'Etats de Vienne, il semble que la CAN a assumé le départ du Venezuela et est parvenue en même temps à un consensus entre les quatre pays membres pour poursuivre le processus andin. C'est en ce sens que le Conseil consultatif andin du travail a prononcé sa déclaration.

La lutte entre pays latino-américains engagés dans l'établissement de relations bilatérales avec les Etats-Unis (et dans une moindre mesure aussi avec l'UE) et les autres pays intéressés par la construction d'alliances solides (et par le fait d'y jouer un rôle moteur) sur le sous-continent pour faire face ainsi aux relations avec les autres régions

et les autres blocs, a pour l'instant fragilisé les cadres actuels de l'intégration sous-régionale.

L'alternative à cette situation devrait être la Communauté sud-américaine des nations (la CSN: le Mercosur et la CAN plus le Chili, la Guyane et le Surinam) qui a été créée en 2004 comme contre-poids à la proposition de ZLEA (Zone de Libre-échange des Amériques) des États-Unis, mais qui n'existe que de manière formel, bien qu'il y ait quelques signes de sa relance possible.

Le III^e Sommet syndical.

Le III^e Sommet syndical UE-ALC (le 5 avril 2006) s'est déroulé de manière satisfaisante. L'objectif qui était que le mouvement syndical s'exprime de manière propre vis-à-vis du Sommet des chefs d'Etats et qu'en même temps le mouvement prépare sa participation à la rencontre de la société civile organisée par le Comité économique et social européen et auquel ont participé des syndicalistes, des chefs d'entreprises et des représentants du secteur tertiaire a été atteint. Lors des réunions précédant la rencontre du CESE, des trois groupes, le mouvement syndical fut sans nul doute le plus actif.

Il convient néanmoins d'évaluer de manière critique certains aspects du développement du Sommet syndical.

On a pu remarquer une certaine perte d'intérêt par rapport aux deux réunions précédentes. Il faudrait dès lors revoir le format de ces rencontres, afin qu'avec le temps, elles ne deviennent pas routinières et formalistes.

Ces Sommets ont été des espaces unitaires antérieurs au processus d'unité syndicale internationale, et ont fait l'objet, en tant que tels, de plus d'intérêt au-delà de la réunion en elle-même. Il est dès lors naturel qu'une fois le processus d'unité concrétisé les Sommets syndicaux ne soient intéressants "que" en fonction de leur utilité concrète.

La CES a remis la Déclaration du Sommet syndical à la Présidence autrichienne de l'UE ainsi qu'à la Commission européenne et l'a publiée sur son site Internet. La CES a également demandé aux organisations affiliées qu'elles la remettent à leur gouvernement. La session du prochain Sommet syndical devra être précédée d'une réunion de travail des instances organisatrices qui seront la CES, la CSI et la régionale latino-américaine.

Le Sommet des mouvements alternatifs

La CES a eu connaissance, il y a presque un an de la volonté des groupes organisateurs de la rencontre "Enlazando Alternativas" à Guadalajara d'en organiser une autre à Vienne. Ils ont demandé à la CES de participer à l'organisation alors qu'ils avaient déjà fait un manifeste de convocation, avec un contenu déjà défini, coïncidant à certains égards avec notre position, mais contenant certains points de divergence importants.

En tout état de cause, un représentant de la CES a pu participer à l'événement comme invité pour expliquer les conclusions du Sommet syndical, comme cela avait été le cas pour le Forum euro-latino-américain des ONG promu par le réseau ALOP.

Les points de vue exprimés dans le manifeste divergeaient de la position de la CES sur la Constitution et l'intégration européennes et aussi des décisions de l'ensemble des organisations syndicales internationales, approuvées lors du Sommet syndical, en ce qui concerne les négociations entre l'UE et l'ALC.

D'autre part, il existe un risque que lors de tels événements (à la différence du Forum syndical mondial où il n'y a pas de manifestes contraignants), les syndicats endossent (ou qu'ils soient affectés par) des positions contradictoires par rapport à celles qui sont adoptées lors des sommets syndicaux ou à l'occasion d'autres déclarations syndicales internationales sur les mêmes thèmes. Il est certain que tous les groupes participant à EA n'ont pas la même position. La CES entretient avec certains d'entre eux une collaboration fluide dans certains domaines. Faut-il converger avec ces mouvements? Faut-il en faire partie? Converger semble plus en phase avec la dimension, la spécificité et l'indépendance du syndicalisme.

Le Sommet officiel

Dans le contexte des crises mentionnées et du blocage des négociations avec le Mercosur, les chefs d'Etats de l'UE-l'ALC ont approuvé une déclaration dans laquelle prédominent les thèmes d'envergure mondiale par rapport aux thèmes strictement euro-latino-américains.

Les aspects les plus proches de notre activité sont les suivants:

→ Il a été question de renforcer l'Association bi-régionale, mais concrètement, il a seulement été fait

référence à la proposition de la XVII^e Conférence interparlementaire ALC-UE (Lima, Pérou, du 14 au 17 juin 2005) de créer une Assemblée euro-latino-américaine ;

- Ils prennent note de la création du Secrétariat général ibéro américain (SEGIB) ;
- Ils ont consacré un espace important aux mesures de coopération dans la lutte contre le terrorisme, en spécifiant toutefois que les libertés fondamentales et l'Etat de droit doivent être pleinement respectés dans la lutte contre le terrorisme ;
- Des sections sont consacrées à l'immigration, à l'emploi, à la pauvreté et à la cohésion sociale ;
- Ils évaluent de manière positive le développement des Accords d'association entre le Mexique et l'UE comme entre le Chili et l'UE, mais ils ne font pas de propositions d'approfondissement ou de révision ;
- En ce qui concerne le Mercosur et tenant compte qu'il s'agit sans doute de la négociation la plus importante, le fait qu'il n'en soit fait mention que dans deux paragraphes, est significatif de la stagnation actuelle. Ces deux paragraphes sont bourrés de bonnes intentions et de généralités, mais sans aucune donnée qui permette d'entrevoir un accord proche.
- Le résultat le plus visible du Sommet est l'annonce de négociations entre l'UE et l'Amérique centrale "qui tient compte du bon résultat de l'exercice conjoint d'évaluation" en vue d'un accord d'association, comprenant la création d'une zone de libre-échange. Il est également fait référence, quoique de manière moins élogieuse, à la Communauté andine : "nous saluons la décision prise par l'Union européenne et la Communauté andine d'entamer, au cours de l'année 2006, un processus visant à la négociation d'un accord d'association"

La Déclaration comprend des références à quelques rencontres parallèles au Sommet comme la IV^e rencontre de la société civile (organisée par le CESE), au III^e Forum euro-latino-américain-Caraïbes (organisé par l'ALOP) et au premier Sommet des entreprises ALC-UE organisé sous la bannière "Rapprocher deux mondes à travers le commerce et la culture". Dans la Déclaration, un paragraphe est consacré à l'importance de cette réunion patronale et il y est écrit que les "conclusions et les recommandations du Sommet des entreprises nous ont été présentées durant la session plénière de clôture du IV^e Sommet ALC-UE".

Il n'y aurait rien à objecter à cette attention portée à la réunion des chefs d'entreprises si ce n'était qu'elle représente un discrédit du III^e Sommet syndical, dont la déclaration n'est pas mentionnée¹.

La continuité du travail syndical dans la perspective de la nouvelle Internationale

Avant d'envisager l'organisation d'un nouveau Sommet syndical UE-ALC (celle des chefs d'Etats se déroulera au Pérou en 2008) il conviendra de réaliser divers travaux de suivi comme nous l'avons déjà envisagé dans le Plan de travail CES-ORIT-CLAT que nous avons signé à Brasilia en avril 2005

a) Le Mercosur

Le Parlement européen (en octobre 2006) a approuvé une Résolution qui, de manière générale, est conforme aux positions déjà connues de l'UE, mais qui dans ce cas, met l'accent sur la nécessité de réactiver les négociations pour rendre possible une Zone de libre-échange, ce qui représente un certain recul par rapport à des déclarations antérieures. La CES a néanmoins pu introduire quelques modifications visant à souligner la dimension sociale que doit comporter l'Accord d'association. Entre autres éléments, la Résolution du PE « souligne l'importance que revêt le Forum du travail UE-Mercosur pour parvenir aux objectifs sociaux et en matière de travail dans la région. Ce Forum a été créé par la Confédération européenne des syndicats (CES) et les principales organisations syndicales de Mercosur. Le PE insiste sur l'opportunité de promouvoir la création d'un dialogue entre le Comité économique et social européen et le Forum consultatif économique et social du Mercosur (CESE-FCES) afin de consolider la coopération institutionnelle des organes consultatifs des deux régions et de renforcer la participation des acteurs sociaux dans le processus d'intégration".

Suite à l'enlisement des négociations en 2003, les travaux syndicaux de suivi s'en sont également ressentis. Les réunions et les communiqués de coordination se sont espacés. Il existe cependant des engagements visant à pousser cette coordination.

Des possibilités d'obtenir un financement européen existent pour le projet de Forum du travail UE-Mercosur via une proposition du Mercosur même faite à l'UE. C'est le Ministère des affaires étrangères argentin qui a ouvert cette voie à la demande de la CES, du CSCS (Coordinadora de Centrales del Cono Sur) et du CTCs (Consejo de Trabajadores del Cono Sur).

b) La Communauté andine

Face à cette négociation prévisible, la CES et le Conseil consultatif andin du travail (CCLA) ont signé une Déclaration conjointe dans laquelle ils récla-

¹ La CES a exprimé à M. Eneko Landaburu, directeur de la DG-Relex, son désaccord avec le traitement inégal lors des sommets des employeurs et syndical.

ment une participation active de la société civile, et en particulier des syndicats et avancent quelques-unes des propositions qu'ils proposeront au comité de négociation une fois que celui-ci sera constitué.

c) L'Amérique centrale

Bien qu'il y ait un problème en ce qui concerne qui détient le mandat de négociation pour l'Amérique centrale, après la période d'évaluation, tout semble indiquer qu'il y aura le feu vert pour le processus de négociation.

La perspective de négociation en Amérique centrale revêt la particularité que différents pays de la zone ont signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (CAFTA) qui n'est pas encore ratifié par tous les pays. La crainte existe qu'un accord avec l'UE soit synonyme d'un autre CAFTA. Au contraire, un véritable accord d'association serait très positif pour la consolidation du SICA (Système d'intégration de l'Amérique centrale) auquel appartiennent les pays d'Amérique centrale hispanophones (le Panama, le Salvador, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala) plus le Belize.

La CES espère que très bientôt une coordination stable pourra démarrer avec les structures syndicales d'Amérique centrale afin d'entamer cette négociation et d'établir une stratégie commune de revendications.

Le Secrétaire général de la CES a envoyé en juillet 2006, une lettre au Président du Salvador protestant contre l'assaut au siège de la CSTS et la détention de ses dirigeants, avertissant qu'il demanderait à la Commission européenne la révision du régime spécial de préférences généralisées pour Le Salvador, si les pratiques antisyndicales ne cessaient point, en exigeant la ratification des Conventions de l'OIT sur les libertés syndicales. Le Salvador a ratifié ces Conventions en septembre 2006.

d) Le Mexique

Les problèmes issus de la situation politique mexicaine suite à l'élection présidentielle contestée retardent la révision de l'Accord global d'introduction des droits sociaux bien qu'une réclamation en ce sens ait été approuvée.

La CES a un travail de coordination important à réaliser avec les centrales syndicales mexicaines. Deux rencontres se sont tenues, mais nous sommes dans l'attente de la concrétisation d'un séminaire afin de proposer un projet de coopération à l'UE sur les aspects socioprofessionnels de l'Accord UE-Mexique.

En ce qui concerne les relations UE-Mexique, la CES entretient également des contacts avec d'autres associations européennes et mexicaines, comme le CIFCA, le RMALC ou la fondation Friedrich Ebert.

e) Le Chili

L'Accord d'association UE-Chili a été signé en novembre 2002 et est en vigueur depuis mars 2005. La CES et les centrales chiliennes ont eu quelques contacts, mais n'ont encore réalisé aucune évaluation conjointe de son application. Des activités concrètes sont prévues dans les mois à venir.

f) La continuité du travail syndical dans la perspective de la nouvelle Internationale.

Sil est vrai que c'est la CES qui assure une coordination directe avec les structures syndicales des régions ou des pays qui ont ou qui négocient des accords avec l'UE, il n'empêche que le Groupe de travail UE-ALC qui a oeuvré à Bruxelles avec la CISL et la CMT (en contact avec l'ORIT et la CLAT qui en font aussi partie) a réalisé un travail très précieux.

Une fois que le CSI aura attribué la responsabilité de ce dossier, le Groupe de travail, ce dernier devra être recomposé pour faire face à l'accélération prévisible des négociations dans les domaines mentionnés.

Ceci oblige aussi à intensifier la coordination interne entre les organisations affiliées à la CES et à tirer parti de toutes les synergies et de toutes les ressources pour faire face à ces processus dans le cadre d'une intervention de la CES.

L'excellente collaboration que le CESE (en particulier le Groupe II) offre à la CES doit être maintenu dans son nouveau mandat. Il est également nécessaire d'améliorer la coordination déjà existante de ce Groupe de travail avec l'ACTRAV (OIT) et son unité Amérique latine à la tête de laquelle se trouve à présent l'ancien Secrétaire général adjoint de la CISL, José Olivio.

La CES entretient des contacts avec diverses institutions, entités et associations afin de leur faire connaître nos positions sur les thèmes latino-américains ou pour contribuer à des initiatives ou des demandes de ces interlocuteurs. Mais également avec la DG RELEX et ses responsables des différentes unités latino-américaines, avec la DG Emploi (zone internationale), avec la DG Commerce, avec divers groupes parlementaires du Parlement européen et avec diverses ambassades latino-américaines à Bruxelles.

CISL-CMT-CES-ORIT-CLAT

3^e SOMMET SYNDICAL UNION EUROPÉENNE – AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (UE-ALC)

Vienne, Autriche,
5 avril 2006

DÉCLARATION FINALE

La CISL, la CMT, la CES, l'ORIT et la CLAT, instances organisatrices, avec le soutien de l'ÖGB d'Autriche et la participation de délégués et déléguées représentant les travailleurs et les travailleuses des pays des deux régions ont tenu le III^e Sommet syndical Union européenne-Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC).

Les délégués et les déléguées ont débattu de la présente déclaration finale qui inclut un "appel aux chefs d'Etat et de gouvernement" et se sont mis d'accord sur les bases syndicales à présenter à la IV^e Rencontre de la société civile UE-ALC qui se déroulera à la suite de cette réunion, les 6 et 7 avril.

Les participants constatent que le caractère unitaire et ouvert de ce Sommet syndical comme des précédents a permis de renforcer l'unité de l'action syndicale et de dynamiser la coordination entre les différentes organisations syndicales.

Le Sommet se déroule à quelques mois du congrès fondateur d'une nouvelle confédération syndicale internationale promue par la CISL et la CMT (et leurs structures régionales). Outre ces deux organisations, participeront également à ce congrès des organisations syndicales sans affiliation mondiale. La CES a exprimé son soutien et son engagement à cette initiative.

Le Sommet syndical UE-ALC considère que la constitution de la nouvelle organisation mondiale constituera un apport très positif dans l'amélioration de la défense des travailleurs face au processus de mondialisation de l'économie.

Certains traits de la situation en Amérique latine

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, les citoyens ont récemment élu des mandataires de tendance progressiste comme Tabaré Vazquez en Uruguay, Evo Morales en Bolivie ou Michelle Bachelet au Chili, confirmant ainsi le désir de changement déjà exprimé lors d'élections antérieures comme au Venezuela, au Brésil et en Argentine.

Ces élections ont renforcé la démocratie pluraliste en tant que système politique dans lequel la volonté populaire peut être représentée légitimement ainsi que les aspirations de réforme et de transformation sociale au travers d'institutions légales.

La grande participation populaire dans ces processus électoraux peut aider à surmonter la faiblesse endémique des institutions politiques en Amérique latine. L'organisation du référendum révocatoire au Venezuela en août 2004 est un autre exemple positif de résolution démocratique des crises politiques, sans avoir recours comme dans le passé à des options autoritaires.

L'expérience de l'histoire démontre que malgré la vocation démocratique de l'Amérique latine, l'ingérence étrangère a souvent été un facteur négatif qui s'est révélé être un obstacle à la consolidation de la démocratie dans la région. Ce n'est qu'avec le respect de la souveraineté des peuples que pourront avancer le développement démocratique latino-américain et ses relations avec la communauté internationale.

Le projet hégémonique de l'ALCA, qui attente gravement aux intérêts des peuples et à la souveraineté des états d'Amérique latine est en train d'être bloqué grâce aux mobilisations qui ont parcouru tout le continent américain et à l'opposition de divers gouvernements latino-américains avec la participation massive des syndicats et de mouvements de la société civile.

Le processus naissant de création d'une communauté sud-américaine de nations s'inscrit dans le cadre de l'aspiration historique à l'unité de l'Amérique latine, mais également dans la recherche d'alternatives immédiates aux défis actuels pour les pays de l'ALC comme les négociations avec des pays et des blocs tiers.

Le Sommet syndical soutient le caractère institutionnel de la politique de la communauté sud-américaine et considère qu'elle doit se doter d'objectifs et d'instruments sociaux. Il est également important d'avancer dans l'alliance et l'interrelation de toutes les associations sous-régionales (comme le MERCOSUR, la Communauté andine, le Système d'intégration centraméricain, la Communauté des états caribéens) avec pour objectif de renforcer l'ensemble des pays latino-américains dans la perspective de leur future unification.

Il faut applaudir les initiatives dans ce sens telles que celle qui a été lancée récemment depuis Buenos-Aires (Argentine) dans laquelle figure une proposition de constitution unifiée pour l'Amérique latine et les Caraïbes avec pour objectif de parvenir

à ce que tous les pays de la région établissent une norme minimale de coexistence, comme cela existe dans des blocs comme celui de l'Union européenne. L'intégration politique à fort contenu social que nous défendons doit exister dans le cadre de l'intégration commerciale et économique.

La situation économique et sociale de l'ALC est toujours caractérisée par une croissance insuffisante, et par des paramètres inacceptables de pauvreté, d'inégalité, de chômage, d'emploi précaire et de répartition injuste des richesses. Il faut ajouter à tout ceci le manque de garanties quant au plein exercice des droits de l'homme et l'impunité dont jouissent les contrevenants dans de nombreux pays.

Le développement technologique moindre de l'ALC l'oblige à être importatrice nette d'une grande quantité de produits à haute valeur ajoutée. D'autre part, elle souffre d'importantes restrictions en ce qui concerne ses exportations de produits pour lesquels elle est compétitive. Pour avancer réellement dans un modèle d'association bi régionale juste et équilibré, il est indispensable de changer cette situation. La dette externe dans la majorité des pays latino-américains est l'un des obstacles majeurs à leur développement et à l'accès pour leurs citoyens à des conditions de travail et de vie dignes. Cet accès à la dignité devrait précéder le paiement de la dette. L'on constate également que les pays les plus développés (qui sont co-responsables de la situation de pauvreté et de l'absence de cohésion sociale en ALC) continuent à ne pas respecter leurs engagements d'allouer au minimum 0,7% de leur PIB à la coopération au développement.

Le sommet syndical soutient pleinement les revendications contenues dans la plateforme de travail des Amériques lancée à Mar del Plata avec le soutien de l'ensemble des organisations syndicales des Amériques.

L'élargissement de l'UE et le Modèle social européen

L'élargissement de l'UE qui comprend aujourd'hui 25 pays a été un grand pas en avant dans le processus d'unification européenne. Cependant, la « nouvelle » UE ne possède pas de cadre juridique ou institutionnel en accord avec ses nouvelles dimensions à cause de la paralysie du projet de Traité constitutionnel qui ne lui permet pas de faire face aux asymétries économiques, sociales et culturelles produites par l'élargissement. Le dumping social et salarial alimente les nationalismes, le racisme et la xénophobie. Cette situation de crise politique s'est aggravée du fait des

coupes réalisées dans les budgets financiers pour la période 2007-2013.

Le modèle social européen est caractérisé par des institutions et des lois qui ont garanti pendant des années des conditions de travail et des prestations sociales de pointe. Ce modèle est menacé par les politiques néo-libérales et conservatrices qui prétendent l'amenuiser ou le démanteler, l'accusant d'être le pseudo responsable du manque de compétitivité de l'Europe par rapport à d'autres régions et de la rigidité du marché du travail, incompatibles avec la mondialisation de l'économie.

La réalité est que le modèle social européen constitue l'un des signes de l'identité européenne et a été l'un des facteurs déterminants dans le développement productif de l'économie européenne et de la cohésion sociale. C'est pourquoi il est nécessaire de soutenir l'approfondissement de l'intégration économique, sociale et du travail, avec une participation importante des interlocuteurs sociaux.

Les mobilisations contre le projet de directive sur les services (connue sous le nom de directive Bolkenstein) est un exemple de la lutte pour la préservation du modèle social européen.

Les grandes euro manifestations organisées par la CES le 19 mars 2005 à Bruxelles et le 14 février 2006 à Strasbourg ont été décisives dans l'obtention d'une modification substantielle de ce projet qui, dans sa version originale impliquait que les conditions de travail soient celles du pays d'origine des travailleurs et non celles du pays où le service était fourni, ce qui aurait impliqué entre autres une dérégulation grave du travail.

La CES se montre vigilante quant à l'évolution du projet vu que les secteurs patronaux et divers états membres rejettent le compromis auquel le Parlement européen est parvenu.

Malgré un certain optimisme officiel, l'Europe est loin d'une relance économique durable qui lui permette d'aborder les problèmes sociaux majeurs comme le chômage ou l'exclusion.

En 2000, le Conseil de l'Europe a lancé ce qu'on a appelé la « Stratégie de Lisbonne » afin de donner une impulsion nouvelle aux politiques communautaires. Des objectifs très ambitieux y ont été fixés pour faire de l'Europe dans les dix années suivantes la zone économique la plus dynamique du monde avec plus d'emploi et de meilleurs

emplois, mais du fait du ralentissement de l'économie et par manque de volonté politique de la part des états membres, on est encore très loin de réaliser les prévisions. La CES a toujours soutenu cette Stratégie et considère que si l'on ne parvient pas à atteindre les objectifs de fond, c'est dans une large mesure parce que les aspects sociaux et environnementaux sont sacrifiés au profit des demandes économiques conjoncturelles.

Les relations euro-latino-américaines

La IV^e rencontre de la société civile UE-ALC, qui suivra ce III^e Sommet syndical, traitera largement de l'Association bi régionale lancée lors du premier Sommet des chefs d'états UE-ALC qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1999.

Le document principal qui fera l'objet d'un débat lors de la IV^e Rencontre reprend de nombreuses propositions et revendications que le mouvement syndical euro latino-américain a faites lors de ses rencontres successives. Il va de soi que son contenu ne reflète pas complètement nos positions puisqu'il s'agit d'un texte qui devra faire l'objet d'un consensus entre les différents secteurs participants : les syndicalistes, les employeurs et le troisième secteur.

Malgré cela et dans le cadre d'un débat franc, la délégation syndicale tentera de renforcer le texte afin de souligner la nécessité pour les gouvernements et l'Union européenne de s'engager de manière plus ferme dans un modèle d'Association bi régionale qui prenne en compte les asymétries existantes entre l'Amérique latine et l'Union européenne et qui se propose de les surmonter via la mise en place d'accords équitables incluant une dimension sociale dans une perspective de développement économique, social, culturel, démocratique et écologiquement durable.

Nous nous identifions particulièrement aux dispositions du document qui traitent de la cohésion sociale, tant en ce qui concerne les calendriers de négociation qu'à propos de l'intensification des investissements, l'augmentation de l'aide et de la coopération et la protection des droits des travailleurs migrants et de leur famille.

Il est nécessaire que lors du Sommet des chefs d'états du mois de mai à Vienne soient approuvés l'ouverture de négociations en vue d'un Accord d'Association UE-CAN et UE-Amérique centrale ainsi qu'un engagement et un calendrier pour l'aboutissement des négociations UE-Mercosur.

Les Caraïbes sont liées à l'UE de manière institutionnelle depuis plusieurs décennies via les accords UE-ACP (Afrique Caraïbes et Pacifique), ce qui assure une relation entre différents continents. Les processus d'unité régionale des Caraïbes se déroulent via le CARICOM, le Cariforo et l'Association des Etats des Caraïbes.

Les négociations pour la signature d'accords entre l'Union européenne et les pays ou les blocs sous-régionaux de l'ALC doivent être caractérisés par la transparence et par leur ouverture à la société civile organisée. Ceci signifie des mécanismes réguliers d'information, de consultation et de participation pendant les négociations et le suivi de l'Accord quand celui-ci sera en vigueur.

Les seuls Accords d'association existant aujourd'hui (UE-Mexique et UE-Chili) n'incluent pas encore de mécanismes de participation et les négociations UE-Mercosur sont menées dans une ambiance opaque sans que les organisations syndicales ne soient dûment informées.

Les Accords ne doivent pas être entendus comme de simples accords de libre-échange mais comme de véritables « Accords d'association économique, politique, sociale et culturelle ». C'est pourquoi ils doivent inclure, outre les chapitres concernant le dialogue politique, la coopération technique et l'échange commercial, un chapitre qui inclue les droits socioprofessionnels qui reprenne au minimum les conventions fondamentales de l'OIT, ainsi que la législation la plus avancée de chacun des blocs signataires.

Outre la régulation de la participation conjointe des organismes représentant la société civile (comme les comités économiques et sociaux) les Accords doivent reconnaître le rôle actif des organisations de travailleurs (ainsi que celui des employeurs et d'autres secteurs sociaux) dans le suivi de l'accord d'association, y compris dans les moyens adéquats en vue d'exercer ces droits.

L'association bi régionale UE-ALC a besoin d'instruments institutionnels comme ceux que propose le Parlement européen : une Assemblée parlementaire euro latino-américaine, une lettre latino-américain pour la paix et la sécurité et un secrétariat permanent euro- latino-américain.

Le sommet syndical salue le résultat du forum euro-latino-américain des ONG qui s'est tenu récemment ainsi que la présence lors de nos travaux d'un de

leurs représentants, preuve de l'affinité entre nos analyses et nos propositions respectives.

La coordination syndicale euro latino-américaine

Pendant de nombreuses années, les relations syndicales entre l'Amérique latine et l'Europe ont eu un caractère bilatéral entre les organisations nationales, encadrées dans certains cas dans des activités des organisations internationales CISL et CMT.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, avec l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et d'autres blocs sous-régionaux, les contacts entre la Confédération européenne des syndicats et les structures continentales et sous-régionales latino-américaines ont commencé.

En mai 1998, la CISL-ORIT, la CMT-CLAT et la CES ont organisé à Montevideo une "Conférence syndicale sur la dimension sociale du Mercosur et de l'Union européenne". En mai 2001, la CES, la CISL et la CMT ont créé un groupe de travail Union européenne-Mercosur et la CES avec la CCSCS et le CTCS ont constitué une coordination stable au travers du Forum du travail UE-Mercosur.

Les Sommets syndicaux de Madrid en 2002 et celui de la ville de Mexico en 2004 ont stimulé les contacts entre les syndicats andins et ceux d'Amérique centrale avec la CES. La CES a également organisé deux Rencontres syndicales avec les centrales mexicaines.

En avril 2005, le premier Plan de travail ORIT-CLAT a été signé. Celui-ci comprenait un vaste ordre du jour d'activités:

Mercosur:

Lancer une initiative syndicale afin d'influencer le processus de négociation et pour que soient prises en compte notre proposition de Chapitre socioprofessionnel et notre proposition de Forum du travail. La proposition de chapitre socioprofessionnel lancée par la coordinatrice des centrales syndicales du Conosur, le conseil des travailleurs du Conosur et la confédération européenne des syndicats constitue un instrument de revendication important auquel ce sommet accorde de l'importance et dont il souligne l'urgence qu'il soit accepté et intégré dans les accords. Il convient également de reprendre la présentation du projet de financement des activités du Forum du travail UE-Mercosur aux autorités des deux blocs.

Communauté andine:

Stabiliser le travail conjoint de la CES et du Conseil consultatif du travail andin. La visite récente du CESE et de la CES dans la région et l'élaboration d'un avis sur les négociations UE-CAN par le CESE ont rendu possible la discussion de propositions syndicales.

Mexique:

Dans le cadre du suivi de l'Accord global UE-Mexique, des propositions conjointes ont été présentées aux autorités avec les lignes directrices d'un Chapitre ou d'un protocole social. Un Séminaire doit encore être organisé pour avancer dans la présentation d'un projet de coopération en vue de développer les aspects de l'Accord global qui sont liés au travail.

Amérique centrale:

Engagement d'entamer la coopération entre la CES et les coordinations et conseils des centrales d'Amérique centrale.

Caraïbes :

La CES, la CLAT et l'ORIT devront promouvoir, avec les organismes régionaux de travailleurs existants, des politiques de coopération qui facilitent l'avancée des processus d'association de l'Union européenne et des Caraïbes.

Chili:

Engagement de faire un séminaire d'évaluation conjointe de l'Accord Chili-UE en vigueur.

Dans le Plan de travail ORIT-CLAT-CES, d'autres initiatives sont prévues sur le terrain de l'action face aux entreprises multinationales avec les organisations sectorielles.

Le Sommet syndical considère que le Plan de travail (qui fait l'objet du soutien et de la participation de la CISL et de la CMT) doit être initié et poursuivi avec les actualisations nécessaires et doit être soutenu activement par les confédérations nationales européennes et latino-américaines.

Le Sommet syndical soutient la proposition du réseau belge SYNDICOL de lancer une campagne basée sur la collecte massive de signatures exigeant l'arrêt de la violence contre les syndicalistes et autres militants des droits de l'homme en Colombie. Il soutient également la suite de la campagne de solidarité avec le syndicalisme colombien « SOS Colombia ».

Appel aux chefs d'état et de gouvernement de l'UE et de l'ALC

Le Sommet syndical UE-ALC transmettra les propositions suivantes au Sommet gouvernemental:

→ Inciter l'Association stratégique bi régionale via les propositions mentionnées du Parlement européen et la communication de la Commission européenne : « Une association renforcée entre l'Union européenne et l'Amérique latine ». Nous réitérons la demande de constitution d'un Conseil économique et social latino-américain, équivalent du CESE de l'UE. Dans l'intervalle, nous soutenons la constitution d'un Comité mixte UE-Amérique latine et Caraïbes composé du CESE de l'UE et des organismes représentatifs de la société civile organisée reconnus comme interlocuteurs institutionnels, équivalents de l'UE dans les régions et pays de l'ALC.

→ En ce qui concerne les négociations UE-Mercosur, nous demandons qu'il y ait un accord d'engagement et de calendrier pour la signature d'un Accord d'association basé sur des critères d'équité entre les deux blocs avec garanties de participation démocratique et de contenus sociaux.

→ Nous proposons que soient prises en compte les inégalités économiques entre les régions latino-américaines et l'UE et que, dès lors, dans les Accords d'association, on présente le développement comme étant l'objectif central y compris via l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

→ Nous réclamons que tous les accords contiennent un chapitre socioprofessionnel précisant les droits fondamentaux des travailleurs y compris les politiques d'égalité des chances et de non-discrimination.

→ Que l'on s'accorde à Vienne sur l'ouverture d'un processus de négociation avec la communauté andine et avec l'Amérique centrale. Nous soutenons la décision de créer un Comité consultatif économique et social andin;

→ Nous proposons que le Conseil conjoint de l'Accord UE-Mexique accepte les propositions du Comité économique et social européen de constituer un Comité mixte composé par le CESE lui-même et ses équivalents mexicains.

→ Nous réitérons la nécessité de constituer les Comités économiques et sociaux du Chili et du Mexique et que l'on renforce le Comité consultatif du SICA.

→ Nous réclamons que les organisations de travailleurs participent aux négociations et que les

autorités reconnaissent et soutiennent les comités ou les forums de coordination syndicale euro latino-américaine.

→ Que l'on rende effectifs les principes de justice sociale et de démocratie avec pour objectif de favoriser la cohésion sociale et d'empêcher la résurgence des nationalismes vecteurs d'exclusion.

→ Que l'on donne la priorité aux politiques de régulation des migrations et de protection des droits des immigrants et que les pays récepteurs promeuvent l'intégration et rejettent les attitudes racistes et xénophobes.

→ Le Sommet syndical réitère la nécessité de mettre fin à l'embargo que les Etats-Unis maintiennent vis-à-vis de Cuba et qui porte gravement atteinte à son économie. Le Sommet demande aux chefs d'état qu'ils exigent aussi du gouvernement américain le démantèlement de la prison illégale de Guantanamo, du fait des conditions inhumaines et illégales dans lesquelles se trouvent les prisonniers.

→ Que l'on mette fin à la situation de persécution des militants syndicaux et que l'on respecte l'action syndicale et la libre association des travailleurs dans tous les pays. Que l'on mette en oeuvre les recommandations de la mission tripartite de l'OIT qui a visité la Colombie en 2005 et que soient acceptées les propositions des centrales syndicales colombiennes et du Comité de liberté syndicale de l'OIT d'ouvrir un bureau de l'OIT en Colombie.

→ Que l'on approfondisse la mise sur pied de systèmes fiscaux qui permettent d'avancer dans le sens d'une répartition plus juste et plus équitable des richesses. Demander le développement d'actions concrètes qui permettent de supprimer l'opacité et les paradis fiscaux.

→ Que l'on promeuve l'exercice de la responsabilité sociale des entreprises comme mesure complémentaire au cadre légal (national et international) des entreprises et ce, avec la participation des syndicats. Que l'on élabore une « Lettre de principes sur la responsabilité sociale des entreprises » comprenant des mécanismes de suivi et de contrôle.

Vienne (Autriche) 5 avril 2006

DÉCLARATION CONJOINTE DU CONSEIL CONSULTATIF ANDIN DU TRAVAIL ET DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS SUR LE DÉMARRAGE DE NÉGOCIATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ANDINE ET L'UNION EUROPÉENNE

1. Antécédents

En avril 2003, le Conseil consultatif andin du travail (CCLA) et la Confédération européenne des syndicats (CES) ont signé une Déclaration conjointe à Lima pour “asseoir les bases d’une collaboration stable entre les deux organisations représentatives des travailleurs de la CAN et de l’UE” et pour présenter des propositions conjointes aux autorités communautaires respectives, dans la perspective des négociations d’un futur Accord d’association.

Les représentants du Comité Economique et social européen (CESE), de la Confédération européenne des syndicats (CES) et des Conseils consultatifs andins du travail et des entreprises ont tenu diverses réunions à Lima les 6 et 7 février 2006, au cours desquelles il a entre autres été question du projet présenté par l’Institut andin du travail sur la création d’un Conseil économique et social andin (CESA), de l’approbation d’un Accord de coopération interinstitutionnel entre les organes consultatifs des deux zones et des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne le projet d’avis du CESE sur “les relations entre l’Union européenne et la Communauté andine” approuvé par le CESE en juillet 2006.

Le 5 avril 2006 à Vienne s’est tenu le IIIe sommet syndical UE-Amérique latine organisé par les internationales CES, CISL, CMT, ORIT et CLAT. Dans leur déclaration finale, il a été précisé qu’il était nécessaire de “stabiliser le travail conjoint de la CES et du Conseil consultatif andin du travail” et il a également été demandé aux chefs d’Etat de “prendre en compte les inégalités économiques entre les régions latino-américaines et l’UE et que l’on précise, par conséquent, que le développement est l’objectif central des Accords d’association, afin de contribuer à l’éradication de la pauvreté et au développement durable.

“que tous les accords contiennent un chapitre socioprofessionnel avec les droits fondamentaux des travailleurs y compris les politiques d’égalité des sexes et de non-discrimination.

En décembre 2003, la CAN et l'UE ont signé l'Accord de dialogue politique et de coopération qui renforce les liens entre les deux régions en étendant son application à la paix et à la sécurité, à la démocratie et à la gouvernance, au commerce, au développement économique et social, aux migrations, à l'environnement et à la biodiversité; et actuellement en cours de ratification par les parties.

Dans le cadre des réunions qui se sont tenues entre la Communauté andine et l'Union européenne, s'est présentée l'initiative consistant à négocier un Accord d'association qui permette de renforcer les liens politiques, économiques, sociaux et culturels entre les deux régions. En mai 2004, lors du Sommet UE-Amérique latine, un accord est intervenu sur un processus de "valorisation conjointe".

En juillet 2006, les autorités de la CAN et de l'UE réunies à Bruxelles ont considéré le processus d'évaluation conjointe comme terminé. Elles ont évalué positivement les avancées dans le processus d'intégration andine. Les deux parties ont dès lors réitéré l'engagement de négociation pris lors du sommet de Vienne. On espère qu'à la fin 2006, la Commission européenne pourra recevoir du Conseil le mandat pour négocier et entamer le processus de négociations.

2. Considérations syndicales

Pour les travailleurs andins et européens, un Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté andine doit se baser sur des critères d'égalité et d'équilibre entre les deux régions et préciser la volonté manifeste de ne pas se limiter aux objectifs d'amélioration des échanges commerciaux (bien que ce soit nécessaire), mais d'accorder la priorité aux avancées en termes de cohésion sociale, et à la mise en place de cadres démocratiques solides dans lesquels la coexistence pacifique soit consolidée et qui garantisse le développement humain. La limite de l'exercice des droits humains, de la liberté de la presse et syndicale dans certains pays andins oblige l'UE et les pays qui la composent à contribuer de manière plus pointue en apportant des ressources plus importantes dans des initiatives de coopération comme l'installation d'une délégation permanente de l'OIT en Colombie.

Nous pensons qu'il est urgent de mettre en place des mécanismes de participation de la société civile organisée dans le suivi des négociations à venir et

nous saluons dans ce contexte le Plan de coopération interinstitutionnel approuvé par le CESE et les conseils consultatifs andins qui prévoit:

1. de soutenir les instances de participation de la société civile organisée de la communauté andine;
2. de contribuer au dialogue entre les sociétés civiles de la Communauté andine et de l'Union européenne;
3. de promouvoir l'importance de l'intégration d'une dimension sociale dans l'accord d'association à venir entre l'UE et la CAN;
4. de soutenir l'initiative du CCEA et du CCLA afin d'élaborer la proposition de création d'un Conseil économique et social andin (CESA);
5. d'obtenir une participation plus importante des organisations andines de la société civile équivalentes à celles du Groupe III du CESE;
6. de renforcer les liens économiques entre les deux régions.

Nous considérons que, préalablement à cette nouvelle négociation, il serait important d'accélérer le processus de ratification de l'Accord de dialogue politique et de coopération, signé en 2003 par l'Union européenne et la Communauté andine; et de demander instamment aux autorités respectives de mettre en place dans les meilleurs délais un Comité consultatif conjoint dont l'objectif soit de promouvoir le dialogue avec les organisations économiques et sociales de la société civile organisée; tel que le prévoit l'Accord mentionné en son article 52.

3. Approche syndicale

Dans ce cadre, nous, les organisations syndicales, nous proposons d'intensifier notre coopération birégionale spécifique avec pour objectif de demander aux négociateurs des canaux de participation effective et l'intégration dans l'Accord de contenus sociaux, environnementaux et démocratiques qui forment une véritable association politique, économique, sociale et culturelle.

Nous, les organisations syndicales, défendrons également la participation d'autres organisations et d'autres mouvements qui représentent des secteurs de la société civile comme les agriculteurs ou les universitaires, ou des thèmes spécifiques comme les droits de l'homme, les populations autochtones, l'environnement, l'égalité des sexes, les consommateurs, etc. Et nous rechercherons des formules de convergences avec ces groupes dans la suite des négociations.

Nous accordons en particulier une grande importance au rôle que doivent jouer d'autres institutions comme les Parlements tant andins qu'européens et nous espérons collaborer avec leurs représentations politiques et partager avec elles la nécessité que les processus d'intégration et les relations entre elles soient au service des citoyens et des peuples.

Le futur Accord devra partir de l'engagement de la CAN et de l'UE de rendre effectifs les principes et les valeurs exprimés dans la constitution de l'OIT et dans ses instruments principaux en matière sociale, comme la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998.

Le Conseil consultatif andin du travail (CCLA) et la CES espèrent que la création du Conseil économique puisse se concrétiser prochainement avec une représentation des entrepreneurs, des travailleurs et du secteur d'intérêts divers de la société civile organisée, et qu'une fois en place, les autorités des deux régions accélèrent la reconnaissance d'un Comité mixte entre le CESA et le CESE de l'UE.

4. Propositions de base

La CES et le Conseil consultatif andin du travail (CCLA) élargiront et détailleront leurs propositions (surtout celles avec un contenu socioprofessionnel) une fois le processus de négociations officialisé. Néanmoins, voici déjà les axes fondamentaux de ces dernières qui prennent en compte les divers accords et déclarations déjà signés:

- Respect effectif des conventions et des normes fondamentales de l'OIT
- Respect de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes au travail
- Intégration des immigrés et respect des leurs droits professionnels et civils
- Amélioration de l'enseignement et de la formation professionnelle
- Encouragement du dialogue social entre chefs d'entreprises et travailleurs et renforcement de leurs organisations et d'autres formes d'associations professionnelles ou sociales (associations paysannes, de consommateurs, etc.)
- Protection des conditions de travail dignes en matière de santé au travail et d'environnement, et élimination progressive du travail informel.
- Accès au financement pour les PME et pour le secteur de l'économie sociale en général;

Lima et Bruxelles, octobre 2006

DÉCLARATION DE LA 1^{ÈRE} RENCONTRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES D'UNION EUROPÉENNE ET D'AMÉRIQUE CENTRALE AVANT OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS RELATIVES À UN ACCORD D'ASSOCIATION

Réunies dans la ville de Panama le 2 mars 2007, dans le cadre de la Rencontre régionale « L'Accord d'association Amérique centrale – Union européenne envisagé du point de vue syndical », sous l'égide de la Fondation Friedrich Ebert.

Avant l'ouverture des négociations sur l'accord de coopération entre l'Amérique centrale et l'Union européenne, nous, organisations syndicales représentant les travailleurs des deux régions, nous sommes réunies pour la première fois afin de développer une démarche commune et un suivi unitaire du processus de négociation. C'est ainsi que nous sommes parvenues aux considérations suivantes :

Concernant le processus de négociation

Etant donné les asymétries existantes entre les deux associés, la crainte que le futur accord d'association puisse se limiter à un simple accord de libre échange, qui aggraverait encore ces asymétries et les inégalités entre les pays d'Amérique centrale, est bien présente.

C'est pourquoi, nous, organisations signataires, nous sommes basées sur les conclusions du Troisième sommet syndical entre l'Union européenne et l'Amérique latine (Vienne, 05/04/2006) qui demandait aux chefs d'Etats et de gouvernements l'ouverture de négociations pour un Accord d'association entre l'UE et l'Amérique centrale tout en revendiquant l'inclusion de certaines conditions minimales et l'établissement d'une série de critères qui doivent apparaître dans les négociations.

Le mouvement syndical demande que soient prises en compte les inégalités économiques entre les régions latino-américaines et l'UE et que, dès lors, dans les Accords d'association, on présente le développement comme étant l'objectif central, y compris via l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

Et que tous les accords contiennent transversa-

lement l'obligation de respecter et d'appliquer les droits fondamentaux des travailleurs, y compris les politiques d'égalité entre hommes et femmes et de non discrimination.

Les négociations pour la signature d'accords entre l'Union européenne et les pays ou blocs sub-régionaux de l'ALC devront se caractériser par leur transparence et par leur ouverture à la société civile organisée qui doit disposer de mécanismes réguliers et officiels d'information, de consultation et de participation pendant les négociations et d'un suivi de l'accord lorsque ce dernier est en vigueur.

Les accords ne doivent pas constituer de simples accords de libre échange mais au contraire être de véritables « Accords d'association économique, politique, sociale et culturelle ». Et pour y parvenir, ils doivent contenir, en plus des chapitres relatifs au dialogue politique, à la coopération technique et à l'échange commercial, un chapitre qui incorpore les droits socioprofessionnels, qui rappelle les conventions fondamentales de l'OIT, ainsi que la législation plus avancée de chacun des blocs signataires.

Pour la mise en oeuvre effective de ces conventions, le futur Accord d'association devra obtenir des parties l'engagement de renforcer (en y consacrant les moyens économiques et juridiques requis) la capacité de l'OIT en Amérique centrale à vérifier et à dénoncer les violations de ces conventions et normes.

Tout accord devra non seulement réglementer la participation conjointe des organismes de représentation de la société civile (comme les comités consultatifs économiques et sociaux), mais également reconnaître le rôle actif des organisations de travailleurs dans la proposition, et le suivi de l'Accord d'association devra prévoir les moyens adéquats permettant l'exercice de ces droits. »

Concernant le contexte en Amérique centrale

Dans le cadre du CAFTA, l'expérience récemment vécue a montré qu'il s'agissait d'un processus exclusif et autoritaire dont le but était de permettre l'entrée de capitaux transnationaux sans aucune réglementation économique, sociale ou législative, de manière à ce que les Etats soient condamnés à servir le grand capital et non leurs peuples. C'est la raison pour laquelle les syndicats et les autres forces populaires d'Amérique centrale se sont opposés à sa signature, et ont réitéré leur

opposition à tout accord commercial basé sur des critères néolibéraux de libre échange avant les négociations avec l'Union européenne, et misé sur un commerce juste et équilibré.

L'Amérique centrale est une région qui connaît des problèmes majeurs de pauvreté et de misère. Sur 35 millions d'habitants en 2005, 55% vivent dans la pauvreté, et 23% dans l'extrême pauvreté. Ces niveaux de pauvreté extrême ou indigence atteignent, dans certains pays, des sommets excessivement élevés, qui oscillent entre 8,2% et 54,4%.

La pauvreté ne se manifeste pas seulement par le manque de revenus, mais également par l'impossibilité d'accès à la terre, au capital, au crédit, à la technologie, à l'éducation, aux services de santé de base, au logement, etc. La pauvreté génère également et de façon permanente la faim, une alimentation déficiente, de graves problèmes de santé, une augmentation de la morbidité et de la mortalité, et favorise la discrimination et l'exclusion sociale.

La pauvreté, l'inégalité et l'exclusion ont un lourd impact sur la gouvernance, et comme constaté par diverses études, ces phénomènes constituent également un terrain propice à l'insécurité et à la délinquance.

Il importe de souligner que malgré les processus de paix et l'élection de gouvernements par la voie démocratique, les politiques néolibérales ont mené la région à des niveaux extrêmes en matière d'emploi. Sur une population active de 13 millions de personnes, les taux de main d'oeuvre informelle oscillent entre 42% et 59,7%, et 41% n'ont pas atteint le terme de l'enseignement primaire.

La région centre-américaine est très en retard en ce qui concerne le respect des conventions fondamentales de l'OIT (87 et 98), ce qui constitue un obstacle pour le mouvement syndical, en sa qualité d'interlocuteur social. L'observation et le respect de ces droits de la part des Etats doivent également être pris en compte pour l'attribution de la coopération.

Les organisations syndicales considèrent que pour atteindre un développement durable, qui permette de progresser vers les objectifs du millénaire, voire de dépasser les buts proposés, un processus d'intégration au sens le plus large du terme est indispensable, puisqu'à titre individuel il serait très ardu, pour chaque pays d'Amérique centrale, d'y parvenir. De même, elles reconnaissent les progrès réalisés dans l'Union européenne en matière d'intégration et

de cohésion, et leur contraste avec le fragile développement qui existe en Amérique centrale, et cela malgré le fait qu'il s'agisse d'un des processus de plus longue date en Amérique latine.

En vertu de cela, et comme l'Accord d'association se trouve être en projet entre deux blocs, la situation décrite ici reflète les asymétries qui pourraient influencer négativement le processus qui est sur le point de s'amorcer.

Il est donc indispensable que l'Amérique centrale profite de ce processus de négociation avec l'UE pour faire des progrès en matière d'intégration dans une perspective inclusive, de manière à renforcer son acquis institutionnel et surtout afin que la société centre-américaine s'approprie, promeuve et participe à la consolidation de l'action communautaire.

Un accord de coopération devrait avoir un impact important sur la diminution de la dette extérieure, qui fait obstacle à l'investissement social dans la majorité des pays de la région centre-américaine.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales considèrent et conviennent:

1. Que le mouvement syndical et social ne s'est, jusqu'à présent, pas senti assez représenté dans le processus de consultation de la société civile au sein des relations Union européenne – Amérique centrale ; que dès lors nous revendiquons une participation réelle qui englobe tous les secteurs du mouvement social et syndical.
2. D'étayer la participation des secteurs populaires par le biais de l'élaboration d'une proposition basée sur le respect des droits de la personne au travail, des services publics et des ressources naturelles.
3. De chercher à divulguer et promouvoir les efforts et revendications sociales de la région centre-américaine dans l'opinion publique européenne par le biais de la CES.

En vue de renforcer leur coordination et leur unité d'action, les organisations syndicales européennes et centre-américaines conviennent également :

a. D'approfondir l'analyse des dimensions et répercussions de cet accord sur l'emploi et les droits sociaux et professionnels en vue d'élaborer une **PROPOSITION SOCIALE**.

b. Les syndicats d'Amérique centrale mettront en œuvre un agenda minimum d'action commune, tant

en vue de l'accord d'association que concernant les divers défis qui se posent dans la région.

Cette déclaration sera remise aux autorités d'Amérique centrale et de l'UE, aux gouvernements des pays membres, aux institutions restantes, aux autres organisations de la société civile et médias, afin de faire connaître les critères sociaux et démocratiques de base dont le mouvement syndical considère que les parties négociatrices doivent tenir compte.

Coordinadora Sindical de América Central y el Caribe (CSACC)

Confederación Centroamericana de Trabajadores (CCT-CLAT)

Plataforma Sindical Común Centroamericana (PSCC)

Confédération européenne des syndicats (CES)



EU-LATIN AMERICA TRADE UNION COOPERATION FOLLOWING THE VIENNA SUMMIT

Activities and prospects

PRESENTATION

It is of the utmost importance, for the European Trade Union Confederation, that the trade unions monitor relations between the European Union and Latin America, especially when the wager made by a balanced bi-regional association at the first summit of the Heads of State and Government of the European Union and the Latin American and Caribbean Countries in Rio de Janeiro 1999 is now in need of a political impetus to give this ambitious goal concrete form.

We at ETUC, together with ORIT and CLAT, and the sub-regional trade union structures of Mercosur, the Andean Community of Nations and Central America, are trying to introduce the social dimension in the negotiations, demanding that they are not limited to commercial aspects alone, but include a socio-labour chapter, and that they establish mechanisms for the effective participation of representative organisations of the civil society, and in particular of trade union organisations.

In the new stage initiated by the creation of ITUC, we hope to bolster and improve the coordination of the European and Latin American trade-union movement and in so doing assert our demands with the EU authorities and the Latin American integration processes with efficiency.

This brochure comprises a number of documents (in English, French, Spanish and Portuguese) that reflect our most recent activities: a general report, the declaration of the Vienna trade union summit, and the joint declarations by ETUC and the Andean and Central American trade unions, the confederations of which are initiating new negotiations with the EU.

John MONKS
General Secretary

EU-LATIN AMERICA TRADE UNION COOPERATION FOLLOWING THE VIENNA SUMMIT

Activities and prospects

A report by the European Trade Union Confederation

October 2006

The Report outlines the main issues and decisions of the Vienna meetings so as to keep them in mind when planning our activities.

We also put forward – for the attention of ETUC affiliates – a number of opinions and guidelines concerning the procedures to be followed in trade union coordination work (as well as in relations with other actors).

Some background information on the political and social situation in the LAC region

In recent months, internal conflicts in the sub-continent have sharpened, thus undermining the unifying impetus that had previously characterised the regional integration process.

The blocking of the FTAA project has not put an end to U.S. attempts to establish the widest possible free trade area by means of individual agreements, such as the FTAs (Free Trade Agreements) concluded with Mexico, Chile, Ecuador, Peru and Colombia.

Venezuela's withdrawal from the Andean Community of Nations (CAN) as a reaction to the FTAs signed by Colombia and Peru, plunged the Andean bloc into a state of uncertainty. However, following the Vienna Summit of Heads of State, it now seems that the CAN has come to terms with Venezuela's withdrawal and at the same time a consensus has been reached among its four remaining member countries to pursue the "Andean process". The Andean Consultative Labour Council (CCLA) issued an institutional declaration to this effect.

Competition between Latin American countries vying to build bilateral relations with the U.S.A. (and to a lesser extent with the EU) and between other parties striving to build (and lead) strong alliances in the sub-continent to serve as a springboard for

developing relations with other regions and blocs, has lately been weakening the sub-regional integration frameworks currently in place.

An alternative to this situation would be the development of the South American Community of Nations (CSN, i.e. MERCOSUR and the CAN plus Chile, Guyana and Surinam), which was created in 2004 as a counterpoint to the U.S.-sponsored FTAA proposal.

The 3rd Trade Union Summit

The 3rd EU-LAC Trade Union Summit (5 April 2006) achieved some satisfactory results in that it enabled the trade union movement to express an autonomous position vis-à-vis the summit of Heads of State and to prepare their own contribution to the civil society meeting organised by the European Economic and Social Committee and attended by trade unionists, employers and the third sector. Of the pre-meetings held respectively by the three groups prior to this event, the trade union pre-meeting was no doubt the most active one.

However, we should take a critical view of some aspects of the Trade Union Summit.

A certain loss of interest was apparent in relation to the two previous summits, and it would be advisable to review the format of this kind of meeting in order to prevent future meetings from falling into routine or being reduced to empty formalities.

These summits developed as unifying spaces before the international trade union unification process got under way, and therefore originally elicited considerable interest quite apart from their intrinsic value. However, to the extent that the unification process has gathered momentum, it is only natural that the trade Union Summits should still be of interest “only” inasmuch as they prove to be useful in concrete terms.

The ETUC submitted the Declaration of the Trade Union Summit to the Austrian Presidency of the EU and to the European Commission. It also published the Declaration on its website and requested affiliates to forward it to their respective national governments.

The next Trade Union Summit should be preceded by a working meeting of the convening organisations, namely the ETUC, the ITUC and the Latin American regional structure.

The summit of alternative movements

The ETUC was informed that the groups which had organised the EA (“Enlazando Alternativas”) meeting in Guadalajara intended to hold a similar meeting in Vienna. These groups requested the ETUC to take part in their organisation, but only after they had drafted its manifesto, whose content – defined in advance – partly coincided with our positions but also diverged significantly from them in some respects.

We agreed to send an ETUC representative to their event, as a guest, to explain the conclusions of the Trade Union Summit, as we had done previously in the case of the Euro-Latin American NGO Forum promoted by ALOP.

The EA manifesto differed from the ETUC position on the European Constitution and the European integration process as well as from the decisions of the international trade union organisations – as adopted by the Trade Union Summit – in respect of the negotiations between the EU and LAC.

Furthermore, there is a risk that in this kind of event (contrary to the World Social Forum, which is not based on a binding manifesto) trade unions may end up adopting (or being affected by) positions that contradict those they have adopted at Trade Union Summits or in other international trade union declarations on the very same issues. Of course, not all the groups participating in EA have the same positions, and ETUC does cooperate on a regular basis with some of them on certain issues. However, should we find some common ground with them? Or rather, should we form part of their movement? The first option seems more in tune with the field of action, specificity and independence of trade unionism.

4. The official summit

In the context of the above-mentioned crises and the fact that the negotiations with MERCOSUR had come to a standstill, the EU-LAC Heads of State adopted a Declaration in which global issues predominated over Euro-Latin American issues as such.

The aspects that are most closely related to our activities are the following:

→ They spoke of strengthening the Bi-regional Association, but in concrete terms they only referred to the proposal – put forward by the 17th LAC-EU

Inter-Parliamentary Conference (Lima, Peru, 14-17 June 2005) – to create an Euro-Latin American Assembly.

- They noted the creation of the Ibero-American Secretariat General (SEGIB).
- They devoted a considerable amount of space to cooperation in combating terrorism, while at the same expressly stating that fundamental liberties and the rule of law should be fully respected in the fight against terrorism.
- A number of paragraphs are devoted to migration, employment, poverty and social cohesion.
- They gave a positive assessment of the development of the Association Agreements between Mexico and the EU as well as between Chile and the EU, but they announced no proposals to strengthen or review the agreements.
- With regard to MERCOSUR, and considering that this is undoubtedly the most important negotiation process, the fact that it is mentioned only in two paragraphs (full of good intentions and generalities but devoid of any information allowing us to envisage the conclusion of an agreement in the near future) is indicative of the stagnation of the process.
- The most visible result of the Summit was the announcement of forthcoming negotiations between the EU and Central America, “in view of the good results of the joint evaluation exercise”, with the aim of concluding an Association Agreement, including the establishment of a Free Trade Area. Also important, though less laudatory in tone, is the reference to the Andean Community: “We welcome the decision adopted by the European Union and the Andean Community to initiate, during 2006, a process leading to the negotiation of an Association Agreement.”

The Declaration makes reference to several parallel meetings held on the occasion of the Summit, including for example the 4th Meeting of EU-LAC Civil Society (organised by the EESC), the 3rd European – Latin American – Caribbean Civil Society Forum (organised by ALOP) and the 1st EU-LAC Business Summit held under the theme “Bridging the two Worlds through Business and Culture”. The Declaration also devotes a paragraph to highlighting the importance of this business summit, stating that “the conclusions and recommendations of the Business Summit were presented to us during the closing plenary session of the IV EU-LAC Summit.”

We would have nothing to object to the attention given to the employers’ meeting if it were not for the

fact that it implies a belittlement of the 3rd Trade Union Summit, whose Declaration is not even mentioned.

Prospects for trade union work following the creation of the new International

Before we address the task of organising a further EU-LAC Trade Union Summit (bearing in mind that the Heads of State Summit will take place in 2008, in Peru), we shall have to carry out a number of monitoring and follow-up activities which we already envisaged in the ETUC-ORIT-CLAT Work Plan signed in Brasilia in April 2005.

a) MERCOSUR

For its part the European Parliament adopted a Resolution (in October 2006) which generally speaking is in line with the EU’s established positions but which also emphasises the need to revive the negotiations in order to make possible the establishment of a Free Trade Area. Though the resolution is somewhat of a step backwards in comparison with previous statements, the ETUC has been able to introduce some changes in it to underline the social dimension that should be included in the Association Agreement. Among other aspects, the EP’s Resolution “highlights the importance of the EU-MERCOSUR Labour Forum – established by the European Trade Union Confederation (ETUC) and the main trade union organisations within MERCOSUR – as regards attaining social and labour-related goals in the region” and “stresses that it would be appropriate to foster the establishment of a dialogue between the European Economic and Social Committee (EESC) and MERCOSUR’s Economic and Social Advisory Forum (FCES) so as to strengthen institutional cooperation between advisory bodies in both regions and increase the involvement of social stakeholders in the integration process.”

Following the stagnation of negotiations in 2003, trade union follow-up activities have also slackened. Meetings and coordination communications have become less frequent. However, a commitment was made to promote these coordination activities.

EU funding may be obtained for the EU-MERCOSUR Labour Forum project through a proposal submitted by MERCOSUR to the EU. It was the Argentinean Foreign Ministry that opened up this possibility at the request of the ETUC, the Coordinating Committee of Southern Cone Trade Union Confederations

(CCSCS) and the Workers' Council of the Southern Cone (CTCS).

b) The Andean Community

With a view to these negotiations, the ETUC and the Andean Consultative Labour Council (CCLA) signed a Joint Declaration calling for the active involvement of civil society, including trade unions in particular, and putting forward some of the proposals that they will be submitting to the negotiating committee once it is set up.

c) Central America

Although there is some doubt as to who has the negotiating mandate for Central America, everything seems to indicate that, upon completion of the evaluation period, the negotiation process will be given the go-ahead.

One peculiar aspect of the negotiation process in Central America is the fact that several countries in the region have signed a Free Trade Agreement with the United States – namely the CAFTA, which however has not yet been ratified by all countries. There is some concern that an agreement with the EU would amount to another CAFTA. On the other hand, a genuine Association Agreement would go a long way towards strengthening the Central American Integration System (SICA), which brings together the Spanish-speaking Central American countries (Panama, El Salvador, Costa Rica, Nicaragua, Honduras and Guatemala) plus Belize.

The ETUC hopes that very soon it will be possible to set up a stable coordination system with the Central American trade union structures in order to deal with these negotiations and develop a common platform of demands.

The ETUC General Secretary wrote to the President of El Salvador in July 2006, protesting against the attack on the headquarters of the CSTS and the arrest of its leaders and warning that it would call on the European Commission to withhold the special Generalised Scheme of Preferences for El Salvador if anti-trade union activities did not stop and core ILO Conventions on trade union rights were not ratified. El Salvador ratified the conventions in September 2006.

d) Mexico

The problems associated with the political situation in Mexico following the disputed presidential election are delaying the implementation of the agreed policy of calling for a review of the General Agree-

ment in order to incorporate social rights into it.

The ETUC is engaged in broad coordination activities with the Mexican trade union confederations. After holding two meetings, we are now set to hold a seminar with a view to submitting a cooperation project to the EU on the social and labour aspects of the EU-Mexico Agreement.

e) Chile

The EU-Chile Association Agreement was signed in November 2002 and has been in force since March 2005. The ETUC and the Chilean confederations have established some contacts but have not yet performed a joint evaluation of the implementation of the agreement, though they do intend to carry out some activities in this area within the next few months.

f) Prospects for trade union work following the creation of the new International.

Although the ETUC engages in direct coordination with the trade union structures in those countries or areas which have signed – or are negotiating – agreements with the EU, the activities carried out by the EU-LAC Working Group, which has cooperated with the ICFTU and WCL in Brussels (liaising, furthermore, with ORIT and CLAT, which are also members of the Working Group) has been very useful.

This will also require intensifying internal coordination between ETUC affiliates and making the most of all available synergies and resources to deal with these processes within the framework of the ETUC's policies.

The excellent collaboration between the EESC (particularly Group II) and the ETUC should continue under the EESC's new mandate. It is also necessary to improve this Working Group's existing coordination with ACTRAV (ILO) and its Latin America Unit, which is currently headed by the former Deputy General Secretary of the ICFTU, José Olivio.

The ETUC maintains regular contacts with several different institutions, bodies and associations in order to make our positions on Latin American issues known to them as well as to contribute to initiatives or meet requests from these interlocutors. The ETUC also regularly liaises with the DG RELEX and its officials responsible for the various Latin American units, as well as with the Directorate-General for Employment (international level), the DG for Trade, several parliamentary groups in the European Parliament and a number of Latin American embassies in Brussels.

ICFTU-WCL-ETUC-ORIT-CLAT

3RD EUROPEAN UNION – LATIN AMERICA AND CARIBBEAN (EU-LAC) TRADE UNION SUMMIT Vienna, Austria, 5 April 2006

FINAL DECLARATION

Convened by the ICFTU, WCL, ETUC, ORIT and CLAT with the support of OGB (Austria), the 3rd European Union-Latin America and Caribbean (EU-LAC) Trade Union Summit brought together delegates representing workers from the countries of both regions.

The delegates discussed this Final Declaration, which includes an “Appeal to Heads of State and Government”, and agreed on a set of trade union proposals with a view to the 4th EU-LAC Civil Society Meeting, which will be held on 6-7 April after the present meeting.

Participants note that, as in the case of previous Trade Union Summits, the unitary and open nature of the present Summit has strengthened joint action and promoted coordination between the participating trade union organisations.

The Summit took place a few months ahead of the founding congress of a new international trade union confederation, promoted by the ICFTU and WCL (and their respective regional organisations) and attended by trade union organisations which have no affiliation at global level. ETUC provided its support and endorsement.

The EU-LAC Trade Union Summit believes that the creation of a new global organisation will represent a very significant contribution to upholding the interests of working people in the face of economic globalisation.

Some key features of the situation in Latin America

In several Latin American countries, voters have recently elected progressive-minded leaders, including Tabaré Vazquez in Uruguay, Evo Morales in Bolivia and Michelle Bachelet in Chile, thus confirming the desire for change that had already become apparent in other elections held previously, such as those in Venezuela, Argentina and Brazil.

These elections have strengthened democratic pluralism as a political system within which the wishes of the people and their aspirations for

reform and social progress can be legitimately expressed through legal institutions.

The broad participation of citizens in these electoral processes can help overcome the chronic weakness of political institutions in Latin America. The holding of a “revoking referendum” in Venezuela in August 2004 is another positive instance of the democratic resolution of a political crisis without recourse to authoritarian options as in the past.

Historical experience has shown that despite Latin America’s yearning for democracy, outside interference has often been a negative factor that has hindered the consolidation of democracy in the region. Only by respecting the sovereignty of the people will it be possible for Latin America to move forward in its democratic development and in its relations with the international community.

The NAFTA hegemonistic project, which involves a serious attack on the interests of the people and the sovereignty of the nations of Latin America, is being blocked by mass mobilisations throughout the American continent and opposition from several Latin American governments, with the mass involvement of trade unions and civil society movements. The incipient process aimed at creating a South American Community of Nations is rooted in the historical aspiration for Latin American unity, but it also seeks to find alternative solutions to the present challenges faced by countries in the LAC region, for example in relation to the negotiations with third countries and other trade blocs.

The Trade Union Summit supports the political institutions of the South American Community of Nations and believes that it should set itself social goals and develop appropriate social instruments. It is also necessary to develop the alliances and links between all the existing sub-regional partnerships (such as MERCOSUR, the Andean Community, the Central American Integration System and the Community of Caribbean States) in order to strengthen Latin American countries as a whole with a view to their future unification.

In view of the above, we commend initiatives such as that launched recently in Buenos Aires (Argentina) with the aim of drawing up a common Constitution for Latin America and the Caribbean in order to establish a minimum set of standards and rules for a partnership between all countries in the region, as in the case of the European Union and other regional blocs.

The type of political integration featuring a high level of social content that we favour must be

maintained within the process of economic and trade-related integration.

The economic situation of the LAC region continues to be characterised by insufficient growth and unacceptable levels of poverty, inequality, unemployment and job insecurity as well as an unjust distribution of wealth. To all this must be added the lack of guarantees enabling the full exercise of human rights and the impunity which violators of these rights continue to enjoy in many countries.

The lower level of technological development in the LAC region means that it must be a net importer of high added value. On the other hand, it suffers from significant restrictions on exports of its competitive products. This situation must change, if real progress is to be made within the fair and balanced bi-regional association model.

For most Latin American countries, external debt is a major obstacle to development and to the enjoyment of decent working and living conditions – an objective which should have precedence over the repayment of the debt. It should also be noted that the most developed countries (which are partly responsible for the widespread poverty and lack of social cohesion in the LAC region) have not yet fulfilled their commitment to allocate at least 0.7% of GDP to development cooperation.

The Trade Union Summit fully supports the demands set out in Labour’s Platform for the Americas launched in Mar del Plata with the combined support of the trade union organisations of the Americas.

EU enlargement and the European social model

The enlargement of the EU, which now comprises 25 countries, was a major step forward in the European unification process. However, because the ratification of the proposed Constitutional Treaty is at a standstill, the “new” EU does not have a legal and institutional framework appropriate to its present size. This means it is unable to cope with economic, social and cultural asymmetries generated by enlargement. Social dumping and wage dumping fan the flames of nationalism, racism and xenophobia. The resulting political crisis has been aggravated by the cuts made in the Financial Perspectives for 2007-2013.

The European social model is based on institutions and laws which for many years ensured advanced

working conditions and social benefits. This model is now under threat from neoliberal and conservative policies which aim to curtail it or dismantle it on the grounds of Europe's alleged lack of competitiveness in comparison with other regions and the rigidity of its labour market, both of which factors are said to be incompatible with a globalised economy.

The truth of the matter is that the European social model is a distinctive element of European identity and has played a decisive role in economic development and the promotion of social cohesion in Europe. As a result, it is necessary to support efforts to deepen economic, social and labour integration, with the significant involvement of the relevant stakeholders.

The large mobilisation against the proposed "Services Directive" (also known as Bolkenstein Directive) exemplifies the struggle to preserve the European social model.

The mass European-level demonstrations called by the ETUC, and held on 19 March 2005 in Brussels and 14 February 2006 in Strasbourg, were instrumental in achieving substantial changes in the proposed directive which, in its original version, allowed for employment contracts based on working conditions in the country of origin of the workers concerned rather than the country where they worked. This would have led, among other negative effects, to a very harmful deregulation of the labour market.

THE ETUC IS CLOSELY MONITORING THE DEVELOPMENT OF THE DRAFT DIRECTIVE, GIVEN THAT SOME EMPLOYERS AND MEMBER STATES ARE REJECTING THE COMPROMISE ACHIEVED IN THE EUROPEAN PARLIAMENT.

Despite the optimistic statements from some official sources, Europe is far from achieving a sustainable economic recovery which would make it possible to effectively address major social problems such as unemployment and social exclusion.

In 2000, the European Council launched the so-called "Lisbon Strategy" to give new impetus to Community policies. The Lisbon Strategy set some very ambitious targets with the aim of turning the EU, over the next ten years, into the world's most dynamic economic area with more and better jobs but, so far, as a result of an economic slow-down and the lack of political will on the part of Member States, actual results have fallen far short of the

forecasts. The ETUC, which has consistently supported the Lisbon Strategy, is convinced that, if the strategic objectives are not achieved, this is largely due to the fact that social and environmental aspects are being subordinated to the short-term demands of the economy.

Euro-Latin American relations

The 4th EU-LAC Civil Society Meeting, which will take place shortly after this, the 3rd Trade Union Summit, will give special attention to the Bi-Regional Partnership launched at the First Summit of EU-LAC Heads of State, held in Rio de Janeiro in 1999.

The main document for discussion at the 4th EU-LAC Civil Society Meeting includes many of the proposals and demands repeatedly put forward by the Euro-Latin American trade union movement in different forums. Naturally, its content does not fully reflect our positions, given that a consensus among all parties concerned – i.e. the unions, the employers and the Third Sector – will be required for the text to be adopted.

Nevertheless, within the framework of an open and frank debate, the trade union delegation will strive to strengthen the text in order to emphasise the need for individual governments and the European Union as a whole to make a stronger commitment to a Bi-Regional Partnership model that takes into account the existing asymmetries between Latin America and the European Union and that seeks to overcome these asymmetries by establishing fair and equitable agreements with a social dimension, within a context of economic, social, cultural, democratic and environmentally sustainable development.

We especially endorse the document's contributions to the objective of improving social cohesion by establishing appropriate timetables for negotiation, as well as by strengthening investments, increasing aid and cooperation, and protecting the rights of migrant workers and their families.

It is essential that the May Summit of Heads of State in Vienna agree to start negotiations for an EU-Andean Community and EU-Central America Partnership Agreement and, furthermore, the Summit should make a commitment and establish a timetable for concluding the EU-MERCOSUR negotiations.

The Caribbean has had institutional links with the EU for several decades via the EU-ACP (Africa,

Caribbean and Pacific) agreements, which create a relationship between different continents. The processes of regional unity in the Caribbean proceed via CARICOM, Cariforo and the Association of Caribbean States.

Negotiations to sign agreements between the European Union and the LAC countries or sub-regional blocs should be characterised by transparency as well as by openness to organised civil society, which should be afforded formal mechanisms for information, consultation and involvement during the negotiations as well as monitoring of the Agreement when it is in force.

The only Association Agreements concluded to date (EU-Mexico and EU-Chile) do not as yet provide for any participation mechanisms, and the EU-Mexico negotiations are being conducted in an opaque manner, without properly informing the social organisations of the contents and progress of the talks.

The Agreements should not be regarded as mere free trade agreements but as genuine “Economic, Political, Social and Cultural Partnership Agreements”. Therefore, in addition to the chapters on political dialogue, technical cooperation and trade, they should include a chapter on social and labour rights. This should incorporate, at the very least, the ILO core conventions and the most advanced legislation in each of the signatory regional blocs.

In addition to regulating the joint participation of civil society’s representation mechanisms (such as the social and economic committees), the Agreements should recognise the active role to be played by workers’ (as well as employers’ and other social actors’) organisations in monitoring the Association Agreement. This includes providing for adequate means to ensure the effective exercise of participation rights.

The EU-LAC Bi-regional Partnership requires institutional instruments such as those proposed by the European Parliament, including a Euro-Latin American Parliamentary Assembly, a Latin American Charter for Peace and Security, and a Permanent Euro-Latin American Secretariat.

The Trade Union Summit welcomes the outcome of the Euro-Latin American Forum of NGOs (which met recently) and the involvement in our work of a representative from the Forum, yielding a certain affinity in analyses and proposals.

Euro-Latin American trade union cooperation

For many years trade union relations between Latin America and Europe were essentially bilateral relations between national organisations, though in some cases these relations were inscribed within the more general framework of activities developed by international organisations such as the ICFTU and WCL.

In the mid-1990s, as a result of the onset of negotiations between the European Union and other sub-regional blocs, the first contacts were established between the European Trade Union Confederation and a number of Latin-American continental and sub-regional structures.

In May 1998, in Montevideo, the ICFTU-ORIT, WCL-CLAT and the ETUC held a “Trade Union Conference on the Social Dimension of MERCOSUR and the European Union”. In May 2001, the ETUC, ICFTU and WCL set up a European Union-MERCOSUR Working Group, and the ETUC – together with the Southern Cone Trade Union Coordinating Body (CCSCS) and the Southern Cone Workers’ Council (CTCS) organised regular coordination through the EU-MERCOSUR Labour Forum.

The Trade Union Summits held in Madrid and Mexico City (in 2002 and 2004 respectively) promoted contacts between the Andean and Central American unions and the ETUC. The ETUC has also held two Trade Union meetings with the Mexican confederations.

April 2005 saw the signing of the first ORIT-CLAT Work Plan, which provided for a wide range of activities:

MERCOSUR:

Launch a trade union initiative to influence the negotiating process and ensure that our proposals for a chapter on social and labour issues and a Labour Forum are taken into account. The proposal for a chapter on social and labour issues submitted by the Southern Cone Trade Union Coordinating Body (CCSCS) and the Southern Cone Workers’ Council (CTCS) and the European Trade Union Confederation is an important trade union tool which this trade union summit values and confirms the urgent need to approve it and incorporate it into the agreements. The proposal to fund the activities of the EU-Mercosur Labour Forum must also be resubmitted to the authorities in both regions.

Andean Community:

Develop the joint activities between the ETUC and the Andean Labour Consultative Council (CCLA). The recent visit by EESC and ETUC representatives to the region and the issuing of an EESC opinion on the EU-Andean Community negotiations have paved the way for a debate on the trade union proposals.

Mexico:

As regards the EU-Mexico Framework Agreement, joint proposals – including the outline of a Social Chapter or Protocol – have been submitted to the authorities. There are plans to hold a seminar with a view to submitting a cooperation project aimed at developing the labour aspects of the Framework Agreement.

Central America:

Commitment to begin cooperation between the ETUC and the Latin American trade union coordinating bodies and councils.

Caribbean:

The ETUC, CLAT and ORIT will have to promote, via existing regional workers' organisation, cooperation policies that facilitate the advance of EU-Caribbean association processes.

Chile:

Commitment to organise a joint seminar to evaluate the Chile-EU Agreement currently in force.

The ORIT-CLAT-ETUC Work Plan provides for other action initiatives – to be conducted jointly with sectoral organisations – in relation to multinational companies.

The Trade Union Summit believes that appropriate actions are required to pursue and effectively implement the aims of the Work Plan, which is supported by both the ICFTU and the WCL and which should also be actively supported by the European and Latin American national confederations.

The Trade Union Summit endorses the proposal put forward by the Belgian SYNDICOL network to launch a mass signature campaign to demand an end to the violence against trade unionists and other human rights activists in Colombia. It also supports the continuation of 'SOS Colombia', the campaign of solidarity with Colombian trade unions.

Appeal to the EU and LAC Heads of State and Government

The EU-LAC Trade Union Summit will submit the following proposals to the Governmental Summit:

→ Promote the Bi-Regional Strategic Partnership through the above-mentioned proposals of the European Parliament, and the Communication from the European Commission on a stronger partnership between the European Union and Latin America. We reiterate our call for a Latin American Economic and Social Consultative Council to act as an interlocutor with the EU's EESC. In the meantime we support the setting up of a Joint EU-Latin American and Caribbean Committee made up of the EU's EESC and the representative bodies of organised civil society that have been recognised as institutional partners in the LAC regions and individual countries engaged in cooperation with the EU.

→ With regard to the EU-MERCOSUR negotiations, we call for a commitment to and a timetable for the conclusion of an Association Agreement based on the principle of equity between the two blocs and including guarantees in respect of social provisions and democratic participation.

→ We believe that the economic disparities between the Latin American regions and the EU should be taken into account and therefore we propose that the Association Agreements identify development as a central objective in order to contribute to the eradication of poverty and promote sustainable development.

→ We request that all Agreements incorporate a chapter on social and labour issues as well as on workers' fundamental rights, including gender equality and non-discrimination policies.

→ We call on participants in the Vienna Summit to agree to start a process of negotiation with the Andean Community and Central America. We support the decision to set up an Andean Economic and Social Consultative Committee.

→ We call on the Joint Council of the EU-Mexico Partnership to accept the proposals of the European Economic and Social Committee to establish a Joint Committee made up of the EESC and its Mexican counterparts.

→ We reiterate the need to set up an Economic and Social Committees in Chile and Mexico and to strengthen the Advisory Committee of the Central American Integration System (SICA).

→ We request that workers' organisations be entitled to take part in the negotiations and we call on the authorities to recognise and support the committees and other forums established for Euro-Latin American trade union coordination.

- We request that the principles of social justice and democracy be genuinely implemented for the purpose of encouraging social cohesion and preventing the resurgence of exclusive forms of nationalism.
- We request that priority be given to policies aimed at regulating migration and protecting the rights of migrant workers and we call on host countries to promote integration and reject racist or xenophobic attitudes.
- The Trade Union Summit reiterates the need to put an end to the U.S. embargo on Cuba, a measure which is seriously damaging that country's economy. The Summit calls on the Heads of State to demand from the U.S. Government the closure of the illegal Guantanamo detention centre in view of the inhumane and unlawful conditions in which the prisoners are held.
- We demand an end to the persecution suffered by trade union activists and call on all countries to respect freedom of association and the right of workers to engage in trade union action. We demand the implementation of the recommendations of the ILO tripartite mission which visited Colombia in 2005 and we demand acceptance of proposals made by the Colombian trade union federations and the ILO's Committee on Freedom of Association to open an ILO office in Colombia.
- We request that tax systems be developed so that we can move towards a more fair and just distribution of wealth. We request that concrete actions be developed in order to eliminate the non-transparent nature of tax havens.
- We request that corporate social responsibility be promoted, with the participation of trade unions, as a complementary measure to (national and international) corporate law. Furthermore, we request the drafting of a 'Charter of Principles on Corporate Social Responsibility', including monitoring and verification mechanisms.

Vienna (Austria), 5 April 2006

JOINT DECLARATION BY THE ANDEAN CONSULTATIVE COUNCIL AND THE EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION ON THE START OF NEGOTIATIONS BETWEEN THE ANDEAN COMMUNITY AND THE EUROPEAN UNION

1. Background

In April 2003 the “Consejo Consultivo Laboral Andino” (Andean Consultative Labour Council (CCLA) and the European Trade Union Confederation (ETUC) signed a Joint Declaration in Lima to “set the basis for stable cooperation between the two organisations, which respectively represent the workers of the Andean Community of Nations (CAN) and the European Community (EU),” and to submit joint proposals to the authorities of both Communities with regard to the negotiations for the establishment of a future Association Agreement.

Representatives of the European Economic and Social Committee (EESC), the ETUC and the Andean Labour and Employers’ Consultative Councils held a number of meetings in Lima on 6-7 February 2006 to discuss, among other issues, the project submitted by the Andean Labour Institute concerning the creation of an Andean Economic and Social Committee (CESA). Participants in the meeting also discussed the signing of an Inter-Institutional Cooperation Agreement between the consultative bodies of the two regions and contributed their views on the EESC’s exploratory opinion – issued in July 2006 – on “Relations between the European Union and the Andean Community”.

On 5 April 2006 the Third European Union-Latin America and Caribbean (EU-LAC) Trade Union Summit – organised by the international federations ETUC, ICFTU, WCL, ORIT and CLAT – was held in Vienna. The Summit’s Final Declaration mentions the need to “develop the joint activities between the ETUC and the Andean Labour Consultative Council” and urges the Heads of State and Government to take into account “the economic disparities between the Latin American regions and the EU” and therefore [to ensure] that the Association Agreements identify development as a central objective in order to contribute to the eradication of poverty and promote sustainable development”. The Final Declaration goes on to request “that all Agreements incorporate a chapter on social and labour issues as well as on workers’ fundamental rights, including gender equality and non-discrimination policies”.

In December 2003 the CAN and the EU signed a Political Dialogue and Cooperation Agreement which aimed to strengthen relations between the two regions by extending cooperation to other policy areas such as peace and security, democracy and governance, trade, economic and social development, migration, and the environment and biodiversity. This agreement is currently in the process of ratification by both sides.

Within the framework of the meetings held between the Andean Community and the European Union, an initiative was launched to negotiate an Association Agreement that would make it possible to strengthen the political, economic, social and cultural links between the two regions. At the EU-Latin American Summit held in May 2004, it was agreed to carry out a “joint evaluation” process.

Meeting in Brussels in July 2006, the authorities of the CAN and the EU agreed that the joint evaluation stage had now been completed and they gave a positive assessment of the Andean integration process. As a result, both sides reiterated their commitment to engage in negotiations, in accordance with the decisions taken at the Vienna Summit. It is hoped that by the end of 2006, the European Commission will receive a negotiating mandate from the European Council and thus be able to start the negotiation process.

2. Trade union considerations

As far as the Andean and European workers are concerned, an Association Agreement between the European Union and the Andean Community should be based on appropriate criteria to ensure a more equitable balance between the two regions, and should expressly include a commitment not to limit the scope of the agreement to the (albeit necessary) aim of improving trade relations, but rather, should prioritise the achievement of progress in terms of social cohesion and the establishment of strong democratic frameworks conducive to peaceful coexistence and human development. In view of the curtailment of human rights, freedom of the press and freedom of association in some Andean countries, the EU and its member countries should contribute more effectively to this process by assigning more resources to cooperation initiatives such as, for example, the establishment of a permanent ILO delegation in Colombia.

We believe it is urgent to establish mechanisms to enable organised civil society to be actively

involved in monitoring and influencing the future negotiations and we therefore welcome the Inter-Institutional Cooperation Agreement signed by the EESC and the Andean Consultative Councils, including, in particular the following provisions:

1. Support the participation structures of organised civil society in the Andean Community;
2. Contribute to dialogue between the civil societies of the Andean Community and the European Union;
3. Promote the inclusion of a social dimension in the future Association Agreement between the EU and CAN;
4. Support the efforts of the “Consejo Consultivo Empresarial Andino” (Andean Consultative Employers’ Council – CCEA) and the CCLA to work towards the creation of an Andean Economic and Social Committee (CESA);
5. Enable greater participation by Andean civil society organisations that are equivalent to those constituting Group II within the EESC;
6. Develop the economic links between the two regions.

We consider that, prior to the new round of negotiations, it would be important to speed up the process of ratification of the Political Dialogue and Cooperation Agreement concluded between the European Union and the Andean Community in 2003. The authorities of both regions should establish a Joint Consultative Committee as soon as possible in order to promote dialogue with the economic and social organisations of organised civil society, as provided for by Article 52 of the above-mentioned Agreement.

3. The trade union perspective

With the above aims in mind, trade union organisations aim to develop their own specific forms of bi-regional cooperation in order to demand that the negotiating parties provide channels for effective participation and include social, environmental and democratic provisions in the Agreement with a view to establishing a genuine political, economic, social and cultural association.

Trade union organisations will also promote the involvement of other organisations and movements that represent different sections of civil society (e.g. agricultural workers, teachers) or which deal with specific issues such as human rights, the native communities, the environment, gender equality, consumer issues, etc. We shall

seek ways to cooperate with such groups in monitoring and influencing the negotiations.

In particular, we attach great importance to the role that other institutions, including the Andean and European Parliaments, are called upon to play, and we look forward to cooperating with their political representatives on the premise that political and economic integration processes and relations between the EU and the CAN must benefit the citizens and peoples of both regions.

The future Agreement must be based on a commitment on the part of the CAN and the EU to effectively implement the principles and values enshrined in the ILO Constitution and its main social policy instruments, such as the 1998 Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work.

The CCLA and the ETUC hope that the Andean Economic and Social Committee – including the legitimate representatives of the employers, the workers and the various sections and interests of organised civil society – will soon become a reality, and that once this body has become operational, the authorities of both regions will speed up the recognition of a joint CESA-EESC Committee.

4. Basic proposals

The ETUC and CCLA will broaden and specify their proposals in greater detail (particularly those on social and labour issues) once the negotiation process is officially under way. However, we can already outline their main content on the basis of the various agreements and declarations signed to date:

- Ensure effective compliance with the core conventions and basic standards of the ILO;
- Ensure effective gender equality at work;
- Integrate migrants and ensure respect for their labour and civil rights;
- Improve education and vocational training;
- Promote social dialogue between employers and workers; strengthen their organisations as well as other sectoral or social associations (agricultural workers, consumers, etc.)
- Ensure dignified working conditions, particularly as regards health and safety and the environment, and progressively eradicate informal work;
- Ensure access to finance for SMEs and the social economy sector in general.

Lima and Brussels, October 2006

DECLARATION OF THE 1ST MEETING OF THE EUROPEAN UNION AND CENTRAL AMERICAN TRADE UNION ORGANISATIONS IN THE LIGHT OF FORTHCOMING NEGOTIATIONS FOR AN ASSOCIATION AGREEMENT

Having met in Panama City on 2 March within the framework of the Regional Meeting “Central American and European Union Association Agreement, a Trade Union Perspective”, sponsored by the Friedrich Ebert Foundation.

Prior to commencement of negotiations on the Cooperation Agreement between Central America and the European Union, trade union representatives of the workers in both regions met for the first time to discuss a common proposal and joint monitoring of the negotiating procedure. As a result we reached the following conclusions:

The negotiating process

Given the existing imbalances between the two regional groups, there is some concern that the future association agreement may simply degenerate into little more than a free trade agreement which would further exacerbate those imbalances and inequalities in Central American countries.

As signatory organisations, our comments derive from the conclusions of the III EU-LAC Trade Union Summit (Vienna 5 April 2006) which required Heads of State to open negotiations for an Association Agreement between the European Union and Central America while also claiming a series of minimum conditions for this agreement, as well as establishing criteria to be considered when holding the negotiations.

The trade union movement asks that consideration be given to the economic inequalities between Latin America and the European Union and that accordingly, development should be defined as the main objective in the Association Agreements in a bid to eradicate poverty and stimulate sustainable development.

Furthermore, all the Agreements, should comprehensively address the requirements for fulfilling and applying the fundamental rights of workers, including gender equality and non-discrimination policies.

Negotiations for the signature of agreements between the European Union and the LAC sub-regions must be transparent and have an open attitude towards organised civil society, which in turn should be provided with the appropriate official mechanisms for obtaining information, consultation and participation both during negotiations and in order to monitor the Agreement when it enters into force.

These Agreements should not be seen as mere free trade arrangements but rather as genuine “Economic, Political Social and Cultural Association Agreements”, and should therefore, in addition to political dialogue, technical cooperation and business exchanges, also contain a section on social and employment rights, including the basic ILO conventions, as well as the latest legislation of each of the regional groups of signatory countries.

In order to achieve the effective implementation of these conventions, the future Association Agreement should emphasise the parties’ commitment to boosting the work of the ILO in Central America (providing the financial and legal resources required) to identify and, if necessary, condemn any violations of those conventions and standards.

In addition to regulating the joint participation of the bodies representing civil society (such as consultative, economic and social committees) any agreement should acknowledge the active role played by workers’ organisations in the proposal and in monitoring the Association Agreement, including the adequate means to exercise those rights.

The Central American Context

Recent experience within the framework of CAFTA has seen an exclusive and authoritarian approach with the final goal being trans-national capital investments and a complete absence of economic, social or legal regulation so that the states involved are completely in the thrall of the capital to the detriment of the people. As a result, the trade unions and other Central American forces from the civil society opposed signature of the agreement, and in respect of negotiations with the European Union, they reiterate their opposition to any trade agreement based on neo-liberal free trade principles, opting instead for fair and balanced trade.

Poverty and destitution are currently major problems in the region of Central America. Of the 35 million inhabitants registered in 2005, 55% live in

poverty and 23% in extreme poverty. Figures for extreme and abject poverty, seen from countries with extremely high levels of poverty, vary between 8.2% and up to 54.4%.

Poverty is not only manifested in terms of a lack of income but is also connected with the inability to acquire land, capital, credit, technology, education, basic health services, housing and so forth. Poverty also causes permanent hunger, nutrition deficiencies, serious health problems, increased morbidity and mortality rates and leads to discrimination and social exclusion.

Poverty, inequality, and exclusion exercise considerable influence on governability and, as shown in various studies, these phenomena create the ideal conditions for growing unrest and delinquency.

It is important to emphasize that despite peace processes and democratically-elected governments, neo-liberal policies have had an extreme effect on employment levels. With an economically active population of 13 million, rates of informal employment in the region range between 42% and 59.7% and 41% of inhabitants have not managed to complete primary education.

The Central American region has an enormous deficit in terms of compliance with ILO Fundamental Conventions (87 and 98) which constitutes an obstacle to the trade union movement in its role as a social representative. The extent to which these states comply with and respect these rights should also be considered when signing cooperation agreements.

Trade union organisations believe that in order to achieve sustainable development which will facilitate progress towards achieving the Millennium Goals and even go beyond the proposed targets, an integration process, in the broadest sense of the term, is essential because it will be difficult for the Central American countries to achieve on these targets on their own.

At the same time, the unions also recognise the progress made in terms of integration and cohesion in the European Union that contrasts with the weak procedures currently prevailing in Central America, despite the fact that the issue has been a long standing one in this region in comparison with the rest of Latin America

By virtue of this progress, and in view of the fact

that the Association Agreement proposed is a bi-regional partnership, the situation described here reflects imbalances which could have negative effects on the process about to commence.

Therefore, it is crucial that Central America should make the most of this negotiating procedure with the European Union in order to make progress in all-inclusive integration by strengthening its institutions and, above all, by ensuring that Central American society appropriates, participates and promotes efforts to underpin community action.

A cooperation agreement should focus primarily on reducing external debt which is preventing social investment in most of the countries of the Central American region.

As a result, the trade union organisations believe and agree that:

→ The trade union and labour movement has not been sufficiently represented thus far in the consultation process with civil society in European Union–Central America dialogue and, as a result, now demands real and effective participation in all the sectors of the labour and trade union movement.

→ Further participation of sectors of the civil society should be encouraged through the creation of a proposal based on respect for human and labour rights, public services and natural resources.

→ We should seek to ensure that the social endeavours and demands of the Central American Region be publicised and promoted with a view to influencing European public opinion through the ETUC.

With a view to strengthening coordination and unity of action, European Union and Central American trade union organisations also agree that:

a. They will carry out an in-depth analysis of the different aspects of the agreement and the impact it could have on employment and labour and social rights in order to draft a **SOCIAL PROPOSAL**.

b. Central American trade unions shall implement a minimum agenda for common action, not only in respect of the association agreement but also in the light of the varied challenges the region currently faces.

This Declaration shall be sent to the Central American and European Union authorities, the

governments of Member States, other institutions, other services, organisations and the media in order to inform them of the basic social and democratic criteria which the trade union movement believes should be considered by the negotiating parties.

Trade Union Coordinator for Central America and the Caribbean (CSACC)

Central American Workers' Confederation (CCT-CLAT)

Common Trade Union Platform for Central America (PSCC)

European Trade Union Confederation (ETUC)



EL TRABAJO SINDICAL UE-AMÉRICA LATINA DESPUÉS DE LA CUMBRE DE VIENA

Actividades y perspectivas

PRESENTACIÓN

Para la Confederación Europea de Sindicatos es muy importante el seguimiento por de los sindicatos de las relaciones entre la Unión Europea y América Latina, sobre todo cuando la apuesta por una asociación bi-regional equilibrada que se hizo en la primera cumbre gubernamental de Río de Janeiro en 1999 aparece hoy necesitada de un impulso político, para concretar este ambicioso objetivo.

La CES, junto a la ORIT y a la CLAT, y a las estructuras sindicales sub-regionales de Mercosur, Comunidad Andina y Centroamérica, tratamos de dotar de dimensión social las negociaciones, exigiendo que estas no se limiten a los aspectos comerciales sino que incluyan un capítulo socio-laboral y establezcan mecanismos de participación efectiva de las organizaciones representativas de la sociedad civil y en particular de las organizaciones sindicales.

En la nueva etapa que se ha abierto con la creación de la CSI esperamos incrementar y mejorar la coordinación del movimiento sindical europeo y latinoamericano y trasladar así, de manera eficaz, nuestras reivindicaciones a las autoridades comunitarias de la UE y de los procesos de integración latinoamericanos.

Incluimos aquí en inglés, francés, español y portugués algunos documentos que reflejan nuestras actividades mas recientes: Un informe general, la declaración de la cumbre sindical de Viena y las declaraciones conjuntas entre la CES y los sindicatos andinos y centroamericanos cuyos bloques están iniciando nuevas negociaciones con la UE.

John MONKS
General Secretary

EL TRABAJO SINDICAL UE- AMÉRICA LATINA DESPUÉS DE LA CUMBRE DE VIENA

Actividades y perspectivas

Informe de la CES (Octubre 2006)

En el Informe se recuerdan los principales datos y decisiones de los encuentros habidos en Viena, con el fin de tenerlos en cuenta en la programación de nuestras actividades.

También se emiten opiniones y orientaciones sobre los procedimientos en el trabajo de coordinación sindical (y en las relaciones con otros actores) con el fin de que las afiliadas a la CES lo tengan en cuenta.

Algunos datos de la coyuntura política y social en ALC

En los pasados meses se agudizaron los conflictos internos del sub-continente, amenazando con ello el impulso unitario que se venía produciendo a la integración regional.

La paralización del ALCA no ha supuesto el fin de los intentos por parte de EEUU de alcanzar una zona de libre comercio lo más amplia posible, mediante acuerdos individuales, como los TLC (Tratados de Libre Comercio) con México, Chile, Ecuador, Perú y Colombia.

La salida de Venezuela de la CAN, como reacción a los TLC firmados por Colombia y Perú ha sumió al bloque andino en la incertidumbre. Después de la Cumbre de Jefes de Estado de Viena parece que la CAN ha asumido la salida de Venezuela y al mismo tiempo ha alcanzado un consenso entre los cuatro países miembros para continuar el proceso andino. En ese sentido se pronunció el Consejo Consultivo Laboral Andino.

La pugna entre países latinoamericanos empeñados en fijar relaciones bilaterales con EEUU (y en menor medida también con la UE) y otros interesados en construir alianzas sólidas (y liderarlas) en el sub-continente para afrontar desde ellas las relaciones con otras regiones y bloques, de momento ha debilitado a los actuales marcos de integración sub-regionales.

La alternativa a esta situación debería ser la Comunidad Sudamericana de Naciones (CSN: Mercosur y CAN más Chile, Guyana y Surinam) que fue creada en 2004 como contrapunto de la propuesta norteamericana del ALCA, pero que solo existe formalmente aunque hay algunos síntomas de su posible relanzamiento.

La III Cumbre Sindical.

La III Cumbre Sindical UE-ALC (5 de abril de 2006) se desarrolló satisfactoriamente, lográndose el objetivo de que el movimiento sindical se expresara de forma propia de cara a la cumbre de los jefes de estado y que al mismo tiempo preparara su participación en el Encuentro de sociedad civil, organizado por el Comité Económico y Social Europeo e integrado por sindicalistas, empresarios y tercer sector. En el Encuentro del CESE de las reuniones previas de los tres grupos la sindical fue sin duda la más activa.

No obstante conviene evaluar de forma crítica algunos aspectos del desarrollo de la Cumbre Sindical

Se notó una cierta pérdida de interés en relación a las dos anteriores citas por lo que habría que revisar el formato de estos encuentros, para que su repetición no los haga rutinarios y formalistas.

Estas Cumbres fueron espacios unitarios anteriores al proceso de unidad sindical internacional, y como tales recibieron un plus de interés más allá de la reunión en sí misma. Es natural por tanto que una vez que el proceso de unidad se ido concretando las Cumbres Sindicales “solo” sean de interés en función de su utilidad concreta.

La CES entregó la Declaración de la Cumbre Sindical a la presidencia austriaca de la UE y a la Comisión Europea y la publicó en su página web, y asimismo pidió a las afiliadas que la entregaran a sus gobiernos.

La convocatoria de la próxima Cumbre Sindical debería ir precedida de una reunión de trabajo de las organizaciones convocantes que serán la CES, la CSI y la regional latinoamericana.

La Cumbre de los movimientos alternativos

La CES tuvo conocimientos que los grupos que habían organizado en Guadalajara el encuentro “Enlazando Alternativas” querían hacer lo mismo en Viena. Pidieron a la CES que participara en su organización cuando ya habían hecho un manifiesto de convocatoria, con un contenido ya definido que tenía aspectos coincidentes con nuestra postura pero otros muy divergentes.

De todas formas se aceptó que un representante de la CES acudiera a su evento como invitado para explicar las conclusiones de la Cumbre Sindical, tal y como habíamos hecho con el Foro Euro-latinoamericano de las ONGs promovido por la red ALOP.

El manifiesto era divergente de la postura de la CES sobre la Constitución y la integración europea y también de las decisiones del conjunto de las organizaciones sindicales internacionales, aprobadas en la Cumbre Sindical, en cuanto a las negociaciones entre la UE y ALC.

Por otra parte existe el riesgo de que en estos eventos (a diferencia del Foro Social Mundial donde no hay manifiestos vinculantes) los sindicatos asuman posiciones contradictorias (o se vean afectados por ellas) con las que adoptan en las Cumbres Sindicales y en otras declaraciones sindicales internacionales sobre los mismos temas. Ciertamente no todos los grupos participantes en EA tienen las mismas posturas y con algunos de ellos la CES mantiene una colaboración fluida en algunas áreas. ¿hay que converger con ellos? o ¿hay que formar parte de su movimiento?. Lo primero parece más acorde con la dimensión, especificidad e independencia del sindicalismo.

La Cumbre oficial

En el contexto de las crisis señaladas y el bloqueo de las negociaciones con Mercosur, los jefes de estado UE-ALC aprobaron una Declaración donde predominaban los temas de ámbito mundial sobre los estrictamente euro-latinoamericanos.

Los aspectos que más tienen que ver con nuestra actividad son estos:

→ Han hablado de fortalecer la Asociación Bi-regional, pero en concreto solo se han referido a la propuesta de la XVII Conferencia

Interparlamentaria ALC-UE (Lima, Perú 14 a 17 de junio 2005) de crear una Asamblea Euro-Latinoamericana.

→ Toman nota de la creación de la Secretaría General Iberoamericana (SEGIB)

→ Han dedicado un espacio importante a las medidas de cooperación en la lucha contra el terrorismo, especificando sin embargo, que las libertades fundamentales y el Estado de Derecho deben ser respetados plenamente en la lucha contra el terrorismo.

→ Se dedican párrafos relativos a la inmigración, el empleo, la pobreza y la cohesión social.

→ Valoran positivamente el desarrollo de los Acuerdos de Asociación entre México y la UE así como entre Chile y la UE, pero no anuncian propuestas de profundización o revisión.

→ Con relación al Mercosur y teniendo en cuenta que se trata sin duda de la negociación más importante, es significativo del estado de estancamiento, el hecho de que solo se refieran a ellas en dos párrafos, plagados de buenas intenciones y generalidades pero sin ningún dato que permita vislumbrar un acuerdo próximo.

→ El resultado más visible de la Cumbre es el anuncio de negociaciones UE-Centroamérica “teniendo en cuenta el buen resultado del ejercicio conjunto de evaluación” para un acuerdo de asociación, incluida la creación de una zona de libre comercio. Igualmente aunque menos elogiosa es la referencia a la Comunidad Andina: “damos la bienvenida a la decisión adoptada por la Unión Europea y la Comunidad Andina de entablar, durante el 2006, un proceso conducente a la negociación de un acuerdo de Asociación”

La Declaración incluye referencias a algunos encuentros paralelos a la Cumbre. Como por ejemplo al IV Encuentro de la Sociedad Civil (organizado por el CESE, al III Foro Eurolatinoamericano-Caribeño (organizado por ALOP) y a la Primera Cumbre Empresarial ALC-UE reunida bajo el lema “Acercando dos mundos a través del comercio y la cultura”. La Declaración dedica un párrafo a señalar la importancia de esta reunión empresarial y dice que las “conclusiones y recomendaciones de la Cumbre empresarial nos han sido presentadas durante la sesión plenaria de clausura de la IV Cumbre ALC-UE”.

No habría nada que objetar a esta atención a la reunión de los empresarios si no fuera porque

representa un menoscabo de la III Cumbre Sindical, cuya Declaración no se menciona¹.

La continuidad del trabajo sindical en la perspectiva de la nueva Internacional

Antes de que tengamos que plantearnos la organización de una nueva Cumbre Sindical UE-ALC (la de jefes de estado será en 2008 en Perú) habrá que hacer diversos trabajos de seguimiento que ya contemplábamos en el Plan de Trabajo CES-ORIT-CLAT que firmamos en Brasilia en abril de 2005

a) Mercosur

El Parlamento Europeo (octubre de 2006) ha aprobado una Resolución que en general se ajusta a las posiciones ya conocidas de la UE pero que en este caso, pone el énfasis en la necesidad de reactivar las negociaciones para hacer posible una Zona de Libre Cambio, representando cierto retroceso en relación a anteriores pronunciamientos. No obstante la CES ha podido introducir algunas modificaciones para subrayar la dimensión social que debe tener el Acuerdo de Asociación. Entre otras cosas la Resolución del PE “Subraya la importancia que para alcanzar los objetivos sociales y laborales en la región está teniendo el Forum Laboral UE-Mercosur, creado por la Confederación Europea de Sindicatos (CES) y las principales organizaciones sindicales de Mercosur, y destaca la conveniencia de promover la creación de un diálogo entre el Comité Económico y Social Europeo y el Foro Consultivo Económico y Social del Mercosur (CESE-FCES) a fin de consolidar la cooperación institucional de los órganos de consulta de ambas regiones y fortalecer la participación de los actores sociales en el proceso de integración”.

Después del estancamiento de las negociaciones en 2003, también se han resentido los labores sindicales de seguimiento. Las reuniones y comunicados de coordinación se han espaciado. Hay sin embargo compromisos de impulsar esta coordinación.

Hay posibilidades de obtener una financiación europea para el proyecto Foro Laboral UE-Mercosur a través de una propuesta del propio Mercosur a la UE. Es la cancillería argentina quien ha abierto esta vía a petición de CES, de la CCSCS (Coordinadora

–1– La CES expresó a Eneko Landaburu director de la DG RELEX su disconformidad con el tratamiento desigual dado a las cumbres empresarial y sindical

de Centrales Sindicales del Cono Sur) y del CTCS (Consejo de Trabajadores del Cono Sur).

b) Comunidad Andina

Ante esta previsible negociación, la CES y el Consejo Consultivo Laboral Andino (CCLA) han firmado una Declaración Conjunta en la que reclaman una participación activa de la sociedad civil, y particularmente de los sindicatos y adelantan algunas de las propuestas que presentarán al comité negociador una vez se constituya.

c) Centroamérica

Aunque hay un problema relativo a quien tiene el mandato negociador por parte de Centroamérica, tras el periodo de evaluación todo parece indicar que habrá luz verde para el proceso negociador.

La perspectiva negociadora en Centroamérica reviste la particularidad de que varios países de la zona han firmado un acuerdo de libre comercio con EEUU (CAFTA) que aún no está ratificado por todos. Existe el temor de que un acuerdo con la UE signifique otro CAFTA. Por el contrario un verdadero acuerdo de asociación sería muy positivo para consolidar el SICA (Sistema de Integración Centroamericana) al que pertenecen los países centroamericanos de habla hispana (Panamá, El Salvador, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala) más Belice.

La CES espera que muy pronto pueda iniciarse una coordinación estable con las estructuras sindicales centroamericanas para abordar esta negociación y plantear una estrategia reivindicativa común.

El secretario general de la CES envió, en julio de 2006, una carta al presidente de El Salvador protestando por el asalto a la sede de la CSTS y la detención de sus dirigentes y advirtiendo que pediría a la Comisión Europea la revisión del régimen especial de preferencias generalizadas para El Salvador si no cesaban las prácticas antisindicales, exigiendo también la ratificación de los convenios de la OIT sobre libertad sindical. El Salvador ratificó dichos convenios en septiembre de 2006.

d) México

Los problemas derivados de la situación política mexicana tras la discutida elección presidencial están retrasando el planteamiento ya aprobado de reclamar la revisión del Acuerdo Global para introducir derechos sociales.

La CES tiene un amplio trabajo de coordinación con las centrales sindicales mexicanas habiendo celebrado dos Encuentros, estamos pendiente de concretar un seminario para proponer un proyecto de cooperación a la UE sobre los aspectos sociolaborales del Acuerdo UE-México.

e) Chile

El Acuerdo de Asociación UE-Chile se firmó en noviembre de 2002 y está en vigor desde marzo de 2005. La CES y las centrales chilenas han tenido algunos contactos pero no han hecho aún una valoración conjunta sobre su aplicación pero se pretende concretar alguna actividad en los próximos meses.

f) La continuidad del trabajo sindical en la perspectiva de la nueva Internacional

Si bien es la CES quien mantiene una coordinación directa con las estructuras sindicales de aquellas áreas o países que tienen o negocian acuerdos con la UE, sin embargo la labor del Grupo de Trabajo U-ALC que ha funcionado en Bruselas con la CIOSL y la CMT (en contacto con ORIT y CLAT que también lo integran) ha sido muy valiosa.

Esto también obliga a incrementar la coordinación interna entre las afiliadas de la CES, y el aprovechamiento de todas las sinergias y recursos para abordar estos procesos en el marco de una actuación de la CES.

La excelente colaboración que el CESE (especialmente el Grupo II) está prestando a la CES debe mantenerse en su nuevo mandato. También es necesario mejorar la coordinación ya existente de este Grupo de Trabajo con ACTRAV (OIT) y su unidad América Latina al frente de la cual está ahora el anterior secretario general adjunto de la CIOSL José Olivio.

La CES mantiene contactos con diversas instituciones, entidades y asociaciones para hacerles conocer nuestras posiciones en temas latinoamericanos o bien para contribuir a iniciativas o demandas de esos interlocutores. E igualmente con la DG RELEX y sus responsables de las distintas unidades latinoamericanas, con la DG Empleo (área internacional), con la DG Comercio, con varios grupos parlamentarios del Parlamento Europeo y con diversas embajadas latinoamericanas en Bruselas.

CIOSL-CMT-CES-ORIT-CLAT

**3ª. CUMBRE
SINDICAL UNION
EUROPEA –
AMERICA LATINA Y
CARIBE (UE-ALC)
Viena, Austria,
5 de abril de 2006**

DECLARACIÓN FINAL

Las organizaciones convocantes, CIOSL, CMT, CES, ORIT y CLAT, con el apoyo de la OGB de Austria y la participación de delegados y delegadas en representación de los trabajadores y trabajadoras de los países de ambas regiones celebraron la III Cumbre Sindical Unión Europea-América Latina y el Caribe (UE-ALC).

Los delegados y delegadas han debatido la presente Declaración Final, que incluye un “Llamamiento a los Jefes de Estado y de Gobierno” y han acordado los planteamientos sindicales para llevar al IV Encuentro de la Sociedad Civil UE-ALC que va a celebrarse a continuación de esta reunión los días 6 y 7 de abril.

Los participantes constatan que el carácter unitario y abierto de esta y de las anteriores Cumbres Sindicales ha servido para fortalecer la unidad de acción sindical y dinamizar la coordinación entre las diferentes organizaciones sindicales.

La Cumbre se celebra a pocos meses del congreso de fundación de una nueva confederación sindical internacional. Del cual son promotoras CIOSL y CMT (y sus estructuras regionales) y en el que también participan organizaciones sindicales sin afiliación mundial. La CES ha manifestado su apoyo y compromiso.

La Cumbre sindical UE-ALC considera que la constitución de la nueva organización mundial significará un aporte muy positivo para mejorar la defensa de los trabajadores frente al proceso de mundialización de la economía.

Algunos rasgos de la situación en América Latina

En varios países de América Latina los ciudadanos han elegido recientemente mandatarios de signo progresista como Tabaré Vázquez en Uruguay, Evo Morales en Bolivia o Michelle Bachelet en Chile confirmando los deseos de cambios ya expresados en otras elecciones anteriores como en Venezuela, Brasil y Argentina.

Estas elecciones han reforzado la democracia pluralista como sistema político, en que legítimamente puede representarse la voluntad popular y las aspiraciones de reforma y de transformación social a través de instituciones legales.

La amplia participación popular en estos procesos electorales puede ayudar a superar la debilidad endémica de las instituciones políticas en América Latina. También la celebración del referéndum revocatorio en Venezuela en agosto de 2004, es otra muestra positiva de resolución democrática de las crisis políticas, sin tener que recurrir como en el pasado a opciones autoritarias.

La experiencia histórica demuestra que a pesar de la vocación democrática de América Latina, la injerencia extranjera ha sido a menudo un factor negativo que ha obstaculizado la consolidación de la democracia en la región. Solo mediante el respeto de la soberanía de los pueblos se podrá avanzar en el desarrollo democrático latinoamericano y en sus relaciones con la comunidad internacional.

El proyecto hegemónico del ALCA, que atenta gravemente a los intereses de los pueblos y a la soberanía de los estados de América Latina está siendo bloqueado gracias a las movilizaciones que han recorrido todo el continente americano y a la oposición de varios gobiernos latinoamericanos con la participación masiva de los sindicatos y movimientos de la sociedad civil.

El incipiente proceso de creación de una Comunidad Sudamericana de Naciones, se inscribe en la histórica aspiración de la unidad latinoamericana pero también busca alternativas inmediatas a los actuales desafíos, como los que suponen para los países de ALC las negociaciones con terceros países y bloques.

La Cumbre Sindical apoya la institucionalidad política de la Comunidad Sudamericana y considera que debe dotarse de objetivos e instrumentos sociales. También es preciso avanzar en la alianza e interrelación de todas las asociaciones sub-regionales (como el MERCOSUR, Comunidad Andina, Sistema de Integración Centroamericano, Comunidad de Estados Caribeños) con el objetivo de reforzar al conjunto de los países latinoamericanos en la perspectiva de su unificación futura. En este sentido hay que aplaudir iniciativas como la que recientemente se ha lanzado desde Buenos Aires (Argentina) en la que se propone una Constitución unificada para América Latina y el Caribe con el objeto de lograr que todos los

países de la región establezcan un estándar mínimo de convivencia, tal como sucede en bloques como el de la Unión Europea.

La integración política con fuerte contenido social que defendemos tiene que sostenerse en la integración comercial y económica.

La situación económica y social de ALC sigue caracterizada por un crecimiento insuficiente, y por parámetros inaceptables de pobreza, desigualdad, desempleo, empleo precario e injusta distribución de la riqueza. A todo ello hay que añadir la falta de garantías para el ejercicio pleno de los derechos humanos y la impunidad de la que siguen gozando los infractores en numerosos países.

El menor desarrollo tecnológico de ALC le obliga a ser importadora neta de alto valor agregado. Por otro lado sufre importantes restricciones respecto a sus exportaciones en productos donde en los que es competitiva. Para avanzar realmente en modelo de asociación bi-regional justa y equilibrada es indispensable cambiar esta situación. La deuda externa es para la mayoría de los países latinoamericanos uno de los obstáculos mayores para su desarrollo y para que sus ciudadanos puedan alcanzar condiciones dignas de trabajo y de vida, lo cual debería anteponerse al pago de la deuda. También se constata que los países más desarrollados (que son corresponsables de la situación de pobreza y ausencia de cohesión social en ALC) siguen sin cumplir los compromisos de destinar al menos el 0,7% del PIB a la cooperación al desarrollo.

La Cumbre Sindical apoya plenamente las reivindicaciones contenidas en la Plataforma Laboral de las Américas lanzada en Mar del Plata con respaldo del conjunto de las organizaciones sindicales de las Américas.

La ampliación de la UE y el Modelo Social Europeo

La ampliación de la UE que ahora integra a 25 países significó un gran paso adelante en el proceso de unificación europea. Sin embargo la “nueva” UE no cuenta con un marco jurídico e institucional acorde con sus nuevas dimensiones debido a la paralización del proyecto de Tratado Constitucional, que no le permite hacer frente a las asimetrías económicas, sociales y culturales producidas por la ampliación. El dumping social y salarial alimenta los nacionalismos, el racismo y la xenofobia. Esta situación de crisis política se ha visto agravada con los recortes a los presupuestos financieros para el periodo 2007-2013.

El modelo social europeo está caracterizado por unas instituciones y leyes que durante años garantizaron condiciones laborales y prestaciones sociales avanzadas. Este modelo está amenazado por las políticas neoliberales y conservadoras, que pretenden reducirlo o desmantelarlo acusándolo de la supuesta falta de competitividad europea frente a otras regiones y de rigidez del mercado de trabajo incompatibles con la mundialización de la economía.

La realidad es que el modelo social europeo constituye una de las señas de identidad europea y ha sido uno de los factores determinantes para el desarrollo productivo de la economía europea y de la cohesión social. Por ello resulta necesario apoyar la profundización de la integración económica, social y laboral, con una fuerte participación de los interlocutores sociales.

Las movilizaciones contra el proyecto de directiva de servicios (conocido como directiva Bolkenstein) es un ejemplo de la lucha por preservar el modelo social europeo.

Las grandes euromanifestaciones convocadas por la CES, el 19 de marzo 2005 en Bruselas y el 14 de febrero 2006 en Estrasburgo han sido decisivas para conseguir una modificación sustancial de este proyecto que en su versión original suponía que las condiciones de trabajo pudieran ser las del país de origen de los trabajadores y no las del país donde se realizara la prestación del servicio, implicando entre otras cosas una grave desregulación laboral.

La CES se muestra vigilante sobre la evolución del proyecto, debido a que sectores patronales y diversos estados miembros rechazan el compromiso alcanzado por el Parlamento Europeo.

Pese a ciertos optimismos oficiales Europa está lejos de un relanzamiento económico sostenible que permita abordar los mayores problemas sociales como el del desempleo y de la exclusión.

En 2000, el Consejo Europeo lanzó la llamada “Estrategia de Lisboa” para dar un nuevo impulso a las políticas comunitarias, y en ella se fijaron objetivos muy ambiciosos para convertir la UE en los diez años siguientes en el área económica más dinámica del mundo con más y mejores empleos, pero por la desaceleración de la economía y por la falta de voluntad política de los estados miembros las previsiones están aún muy lejos de alcanzarse. La CES ha sostenido siempre esta Estrategia y

considera que si no alcanza sus objetivos de fondo es en gran medida porque se sacrifican los aspectos sociales y medioambientales a las demandas económicas coyunturales.

Las relaciones euro-latinoamericanas

El IV Encuentro de la Sociedad Civil UE-ALC, que seguirá a esta III Cumbre Sindical, va a ocuparse ampliamente de la Asociación Bi-regional lanzada en la primera Cumbre de Jefes de Estado UE-ALC celebrada en Río de Janeiro en 1999.

El documento principal que se debatirá en el IV Encuentro recoge muchas de las propuestas y reivindicaciones que el movimiento sindical euro-latinoamericano viene reclamando en sucesivos eventos. Naturalmente su contenido no contempla plenamente nuestras posiciones por ser un texto que deberá ser consensuado entre los distintos sectores participantes: sindicalistas, empresarios y tercer sector.

No obstante y en un marco de debate franco la delegación sindical tratará de reforzar el texto para subrayar la necesidad de que los gobiernos y la Unión Europea se comprometan de manera más firme con un modelo de Asociación Bi-regional que tenga en cuenta las asimetrías existentes entre América Latina y la Unión Europea y que se proponga superarlas mediante el establecimiento de acuerdos equitativos y con dimensión social, en una perspectiva de desarrollo económico, social, cultural, democrático y ecológicamente sostenible.

Especialmente nos identificamos con las contribuciones del documento de cara a la cohesión social, tanto en lo referido a los calendarios de negociación, como en el reforzamiento de las inversiones, el aumento de la ayuda y de la cooperación y la protección de los derechos de los trabajadores migrantes y de sus familias.

Es necesario que en la Cumbre de Jefes de Estado de mayo en Viena se apruebe la apertura de negociaciones para un Acuerdo de Asociación UE-CAN y UE-Centroamérica, y también un compromiso y calendario para la culminación de las negociaciones UE-Mercosur.

El Caribe está relacionado con la UE de forma institucional desde hace varias décadas por medio de los acuerdos UE-ACP (África Caribe y Pacífico) lo cual asegura una relación entre varios continentes.

Los procesos de unidad regional de Caribe se procesan por medio del CARICOM, Cariforo y la Asociación de Estados del Caribe.

Las negociaciones para la firma de acuerdos entre la Unión Europea y los países o bloques sub-regionales de ALC deben caracterizarse por su transparencia y por su apertura a la sociedad civil organizada que debe de contar con mecanismos regulares de información, consulta y participación durante las negociaciones y el seguimiento del Acuerdo cuando esté en vigor.

Los únicos Acuerdos de Asociación alcanzados hasta ahora (UE-México y UE-Chile) no tienen aún mecanismos de participación y las negociaciones UE-Mercosur se llevan en un ambiente opaco sin que las organizaciones sociales sean debidamente informadas.

Los Acuerdos no deben entenderse como meros acuerdos de libre cambio sino como verdaderos “Acuerdos de Asociación Económica, Política, Social y cultural”. Y por ello deben contener junto a los capítulos de dialogo político, de cooperación técnica y de intercambio comercial, un capítulo que incorpore los derechos sociolaborales, que como mínimo recoja los convenios fundamentales de la OIT, así como la legislación más avanzada de cada uno de los bloques firmantes.

Además de regularse la participación conjunta de los organismos de representación de la sociedad civil (como los comités económicos y sociales) los Acuerdos deben de reconocer el papel activo de las organizaciones de trabajadores, (así como de empresarios y de otros sectores sociales) en el seguimiento del Acuerdo de Asociación incluyendo los medios adecuados para ejercer el ejercicio de esos derechos.

La Asociación Bi-regional UE-ALC necesita instrumentos institucionales como los que propone el Parlamento Europeo: una Asamblea Parlamentaria Euro-latinoamericana, una Carta Latinoamericana para la Paz y la Seguridad, y una Secretaría Permanente Euro-latinoamericana.

La Cumbre Sindical saluda el resultado del Foro Eurolatinoamericano de las ONGs que se ha reunido recientemente y la presencia en nuestros trabajos de un representante del mismo comprobándose la afinidad en los análisis y en las propuestas.

La coordinación sindical euro-latinoamericana

Durante muchos años las relaciones sindicales entre América Latina y Europa tuvieron carácter bilateral entre las organizaciones nacionales, enmarcadas en algunos casos en actividades de las Internacionales CIOSL y CMT.

A mediados de los años noventa comienzan los contactos entre la Confederación Europea de Sindicatos y las estructuras continentales y sub-regionales latinoamericanas debido a la apertura de negociaciones entre la Unión Europea y otros bloques sub-regionales.

En mayo de 1998 CIOSL-ORIT, CMT-CLAT y CES celebraron en Montevideo una “Conferencia Sindical sobre la Dimensión Social del Mercosur y de la Unión Europea”. En mayo de 2001, CES-CIOSL-CMT crearon un Grupo de Trabajo Unión Europea-Mercosur y CES junto a la CCSCS y al CTCS constituyeron una coordinación estable a través del Forum Laboral UE-Mercosur.

Las Cumbres Sindicales de Madrid en 2002 y de Ciudad de México en 2004 estimularon los contactos entre los sindicatos andinos y centroamericanos con la CES. La CES ha realizado también dos Encuentros sindicales con las centrales mexicanas.

En abril de 2005 se firmó el primer Plan de Trabajo ORIT-CLAT que fijaba una amplia agenda de actividades:

Mercosur:

Lanzar una iniciativa sindical para influir en el proceso negociador y para que se tengan en cuenta nuestra propuesta de Capítulo-sociolaboral y de Foro Laboral. La propuesta de Capítulo socio-laboral lanzada por la Coordinadora de Centrales Sindicales de Conosur, el Consejo de Trabajadores del Conosur y la Confederación Europea de Sindicatos constituyen un instrumento reivindicativo importante que esta cumbre sindical valora y ratifica la urgencia de su aceptación e integración en los acuerdos. También se debe retomar la presentación a las autoridades de ambos bloques el proyecto de financiación de las actividades del Foro Laboral UE-Mercosur.

Comunidad Andina:

Estabilizar el trabajo conjunto entre la CES y el Consejo Consultivo Laboral Andino. La reciente

visita del CESE y de la CES a la región y la elaboración por el CESE de un dictamen sobre las negociaciones UE-CAN han posibilitado la discusión de propuestas sindicales

México:

Para el seguimiento del Acuerdo Global UE-México se han presentado propuestas conjuntas a las autoridades con las líneas generales de un Capítulo o Protocolo Social. Está pendiente un Seminario para avanzar en la presentación de un proyecto de cooperación para desarrollar los aspectos laborales del Acuerdo Global.

Centroamérica:

Compromiso de iniciar la cooperación entre la CES y las coordinadoras y consejos de las centrales centroamericanas.

Caribe:

La CES, la CLAT y la ORIT deberán promover con los organismos regionales de trabajadores existentes políticas de cooperación que faciliten el avance de los procesos de asociación de Unión Europea y el Caribe.

Chile:

Compromiso de hacer un seminario de evaluación conjunta del Acuerdo Chile-UE en vigor.

En el Plan de Trabajo ORIT-CLAT-CES, se prevén otras iniciativas en el terreno de la acción frente a las empresas multinacionales con las organizaciones sectoriales.

La Cumbre sindical considera que el Plan de Trabajo (que cuenta con el apoyo y participación de CIOSL y CMT) debe de impulsarse y llevarse adelante con las actualizaciones necesarias y debe contar con el apoyo activo de las confederaciones nacionales europeas y latinoamericanas.

La Cumbre Sindical apoya la propuesta de la red belga SYNDICOL de lanzar una campaña basada en la recogida masiva de firmas exigiendo el cese de la violencia contra los sindicalistas y otros activistas de los derechos humanos en Colombia. Apoya también la continuación de la campaña de solidaridad con el sindicalismo colombiano "SOS Colombia"

Llamamiento a los Jefes de Estado y de Gobierno de la UE y de ALC

La Cumbre Sindical UE-ALC transmitirá a la Cumbre gubernamental las siguientes propuestas:

→ Impulsar la Asociación Estratégica bi-regional mediante las mencionadas propuestas del Parlamento Europeo y de la Comunicación de la Comisión Europea "Una asociación reforzada entre la Unión Europea y América Latina".

Reiteramos la petición de constitución de un Consejo Económico y Social Latinoamericano contraparte del CESE de la UE. Mientras tanto apoyamos la constitución de un Comité Mixto UE-América Latina y Caribe compuesto por el CESE de la UE y aquellos organismos representativos de la sociedad civil organizada que hayan sido reconocidos como interlocutores institucionales en las regiones y países de la ALC contrapartes de la UE.

→ En relación a las negociaciones UE-Mercosur demandamos que se apruebe un compromiso y un calendario para la firma de un Acuerdo de asociación basado en criterios de equidad entre ambos bloques con garantías de participación democrática y contenidos sociales.

→ Proponemos que se tomen en cuenta las desigualdades económicas entre las regiones latinoamericanas y la UE y que, en consecuencia, en los Acuerdos de Asociación se plantee el desarrollo como objetivo central, contribuyendo a la erradicación de la pobreza y al desarrollo sostenible.

→ Reclamamos que todos los Acuerdos contengan un capítulo sociolaboral con los derechos fundamentales de los trabajadores incluyendo políticas de igualdad de género y de no discriminación.

→ Que se apruebe en Viena la apertura de un proceso de negociaciones con la Comunidad Andina y con Centroamérica. Apoyamos la decisión de crear un Comité Consultivo Económico y Social Andino;

→ Proponemos que el Consejo Conjunto del Acuerdo UE-México acepte las propuestas del comité Económico y Social Europeo de constituir un Comité Mixto compuesto por el propio CESE y sus contrapartes mexicanas.

→ Reiteramos la necesidad de que se constituyan los Comités Económico y Social de Chile y de México y que se refuerce el Comité Consultivo del SICA.

→ Reclamamos que las organizaciones de los trabajadores participen en las negociaciones y que las autoridades reconozcan y apoyen los comités o foros de coordinación sindical euro-latinoamericanos.

→ Que se hagan efectivos los principios de justicia social y de democracia con el fin de favorecer la cohesión social e impedir el resurgimiento de los nacionalismos excluyentes.

- Que se de prioridad a las políticas de regulación de las migraciones y de protección de los derechos de los inmigrantes y que los países receptores promuevan la integración y el rechazo de las actitudes racistas y xenófobas.
- La Cumbre Sindical reitera la necesidad de que se ponga fin al embargo que EEUU mantiene sobre Cuba que daña gravemente su economía. La Cumbre reclama a los Jefes de estado que exijan también al gobierno norteamericano el desmantelamiento de la prisión ilegal de Guantánamo, por las inhumanas e ilegales condiciones de los prisioneros.
- Que se ponga fin a la situación de persecución de los militantes sindicales y que se respete en todos los países el derecho a la acción sindical, y a la libre asociación de los trabajadores. Que se implementen las recomendaciones de la misión tripartita de OIT que visitó Colombia en 2005 y que acepten las propuestas de las centrales sindicales colombianas y del Comité de Libertad Sindical de la OIT de abrir una Oficina de la OIT en Colombia.
- Que se profundice en la fijación de sistemas fiscales que permitan avanzar en una más justa y equitativa distribución de la riqueza. Demandar el desarrollo de acciones concretas que permitan suprimir la opacidad y los paraísos fiscales.
- Que se promueva el ejercicio de la responsabilidad social de las empresas como medida complementaria del marco legal (nacional e internacional) de las empresas con participación de los sindicatos. Que se elabore una “Carta de Principios sobre la Responsabilidad Social de las Empresas”, incluyendo mecanismos de seguimiento y de control.

Viena (Austria) 5 de abril de 2006

DECLARACIÓN CONJUNTA DEL CONSEJO CONSULTIVO LABORAL ANDINO Y LA CONFEDERACIÓN EUROPEA DE SINDICATOS SOBRE EL INICIO DE NEGOCIACIONES ENTRE LA COMUNIDAD ANDINA Y LA UNIÓN EUROPEA

1. Precedentes

En abril de 2003 el Consejo Consultivo Laboral Andino (CCLA) y la Confederación Europea de Sindicatos (CES) suscribieron en Lima una Declaración Conjunta para “sentar las bases de una colaboración estable entre ambas organizaciones representativas de los trabajadores de la CAN y de la UE” y para presentar propuestas conjuntas a las autoridades comunitarias respectivas, frente a las negociaciones de un futuro Acuerdo de Asociación.

Representantes del Comité Económico y Social Europeo (CESE), de la Confederación Europea de Sindicatos (CES) y de los Consejos Consultivos Laboral y Empresarial andinos mantuvieron diversas reuniones en Lima los días 6 y 7 de Febrero del 2006, en la que entre otros puntos se trató el proyecto presentado por el Instituto Laboral Andino sobre la creación de un Consejo Económico y Social Andino (CESA) , se discutió la suscripción de un Acuerdo de cooperación Interinstitucional entre los órganos consultivo de ambas zonas y se hicieron aportaciones al proyecto de dictamen del CESE sobre “Las relaciones entre la Unión Europea y la Comunidad Andina” que fue aprobado por el CESE en julio de 2006.

El día 5 de abril de 2006 en Viena, se celebró la III Cumbre Sindical UE-América Latina organizada por las Internacionales CES, CIOSL, CMT, ORIT y CLAT y en su Declaración Final mencionó la necesidad de “estabilizar el trabajo conjunto entre la CES y el Consejo Consultivo Laboral Andino” a la vez que demandaba a los Jefes de Estado que: “se tomen en cuenta las desigualdades económicas entre las regiones latinoamericanas y la UE y que, en consecuencia, en los Acuerdos de Asociación se plantee el desarrollo como objetivo central, contribuyendo a la erradicación de la pobreza y al desarrollo sostenible.

“que todos los Acuerdos contengan un capítulo sociolaboral con los derechos fundamentales de los trabajadores incluyendo políticas de igualdad de género y de no discriminación”.

En diciembre de 2003, la CAN y la UE suscribieron el Acuerdo de Diálogo Político y Cooperación que profundiza los vínculos entre ambas regiones al extender su aplicación a la paz y seguridad, democracia y gobernabilidad, comercio, desarrollo económico y social, migraciones, medio ambiente y biodiversidad; actualmente en proceso de ratificación por las partes.

En el marco de las reuniones sostenidas entre la Comunidad Andina y la Unión Europea se ha planteado la iniciativa de negociar un Acuerdo de Asociación que permita reforzar los lazos políticos, económicos, sociales y culturales entre ambas regiones. En Mayo de 2004, en la cumbre de la UE-América Latina se acuerda un proceso de “valoración conjunta”.

En julio de 2006 autoridades de la CAN y de la UE reunidas en Bruselas dieron por concluido el proceso de evaluación conjunta valorando como positivos los avances en el proceso de integración andina por lo que ambas partes reiteraron el compromiso de negociación aprobado en la Cumbre de Viena. Se espera que a finales de 2006 la Comisión Europa pueda recibir del Consejo el mandato negociador y dar inicio al proceso de negociaciones.

2. Consideraciones sindicales

Para los trabajadores andinos y europeos un Acuerdo de Asociación entre la Unión Europea y la Comunidad Andina debe basarse en criterios de igualdad y de equilibrio entre las dos regiones y con la voluntad manifiesta de no limitarse a los objetivos de mejora de los intercambios comerciales (siendo esto necesario) sino priorizando los avances en la cohesión social, y en el establecimiento de marcos democráticos sólidos donde se consolide la convivencia pacífica y garantice el desarrollo humano. La limitación en el ejercicio de los derechos humanos, de la libertad de prensa y sindical en algunos países andinos obliga a la UE y los países que la integran a contribuir de una manera más incisiva con el apoyo de mayores recursos a iniciativas de cooperación como por ejemplo la instalación de delegación permanente de la OIT en Colombia.

Creemos que es urgente establecer mecanismos de participación de la sociedad civil organizada en el seguimiento de las futuras negociaciones y en ese sentido saludamos el Plan de Cooperación Interinstitucional suscrito por el CESE y los consejos consultivos andinos que prevé:

1. apoyar las instancias de participación de la sociedad civil organizada de la Comunidad Andina;
2. contribuir al diálogo entre las sociedades civiles de la Comunidad Andina y la Unión Europea;
3. promover la importancia de la inclusión de una dimensión social en el futuro acuerdo de asociación entre la UE y la CAN;
4. apoyar la iniciativa del CCEA y CCLA para trabajar la propuesta de creación de un Consejo Económico y Social Andino (CESA);
5. lograr una mayor participación de las organizaciones andinas de la sociedad civil equivalentes a las que componen el Grupo III del CESE;
6. profundizar los vínculos económicos entre ambas regiones.

Consideramos, que previamente a esta nueva negociación, sería importante acelerar el proceso de ratificación del Acuerdo de Diálogo Político y Cooperación, suscrito en el 2003 por la Unión Europea y la Comunidad Andina; instando a sus autoridades a instalar a la brevedad posible un Comité Consultivo Conjunto con el objetivo de promover el diálogo con las organizaciones económicas y sociales de la sociedad civil organizada; tal como lo prevé el Acuerdo mencionado en su Art. 52.

3. Planteamiento sindical

En esa línea, las organizaciones sindicales nos proponemos incrementar nuestra cooperación específica biregional con el fin de demandar a los negociadores canales de participación efectiva y la inclusión en el Acuerdo de contenidos sociales, medioambientales y democráticos que configuren una verdadera asociación política, económica, social, y cultural.

Las organizaciones sindicales también defendemos la participación de otras organizaciones y movimientos que representen a sectores de la sociedad civil como los agricultores o académicos, o temáticas específicas como los derechos humanos, las poblaciones originarias, el medioambiente, la igualdad de género, los consumidores, etc. y buscaremos fórmulas de convergencia con estos grupos en el seguimiento de las negociaciones.

En particular damos mucha importancia al papel que deben de jugar otras instituciones tales como los Parlamentos tanto Andino como Europeo y esperamos colaborar con sus representaciones políticas y compartir con ellas la necesidad de que los procesos de integración y las relaciones entre ellos estén al servicio de los ciudadanos y de los pueblos.

El futuro Acuerdo deberá partir del compromiso de la CAN y de la UE de hacer efectivos los principios y valores expresados en la Constitución de la OIT y sus instrumentos principales en materia social, como la Declaración relativa a los principios y derechos fundamentales en el trabajo de 1998.

El CCLA y la CES esperan que próximamente pueda concretarse la creación del Consejo Económico y Social Andino con una configuración representativa de empresarios, de trabajadores y del sector de intereses varios de la sociedad civil organizada, y que una vez en funcionamiento las autoridades de ambas regiones aceleren el reconocimiento de un Comité mixto entre el CESA y el CESE de la UE.

4. Propuestas básicas

La CES y el CCLA ampliarán y detallarán sus propuestas (sobre todo las de contenido socio-laboral) una vez que se haga oficial el proceso de negociación, no obstante adelantamos los ejes fundamentales de las mismas recogiendo los diversos acuerdos y declaraciones ya suscritas:

- Respeto efectivos de los convenios y normas fundamentales de la OIT
- Cumplimiento de la igualdad laboral entre hombres y mujeres en el trabajo
- integración de los inmigrantes y respeto de sus derechos laborales y civiles.
- Mejora de la educación y la formación profesional
- Fomento del diálogo social entre empresarios y trabajadores y el fortalecimiento de sus organizaciones y de otras formas de asociacionismo profesional o social (campesinos, consumidores, etc.)
- Protección de las condiciones dignas de trabajo en materia de salud laboral y de medio ambiente, y eliminando progresivamente el trabajo informal.
- Acceso a la financiación para las PYMES y para el sector de la economía social en general;

Lima y Bruselas, octubre de 2006

DECLARACIÓN DEL 1º ENCUENTRO DE LAS ORGANIZACIONES SINDICALES DE LA UNIÓN EUROPEA Y AMÉRICA CENTRAL ANTE EL INICIO DE NEGOCIACIONES PARA UN ACUERDO DE ASOCIACIÓN

Reunidos en la ciudad de Panamá, 2 de marzo de 2007, en el marco del Encuentro Regional “Acuerdo de Asociación Centroamérica-Unión Europea, Una Mirada desde la Perspectiva Sindical”, auspiciado por la Fundación Friedrich Ebert.

Ante la apertura de las negociaciones sobre el Acuerdo de Cooperación entre América Central y la Unión Europea, las organizaciones sindicales representativas de los trabajadores de ambas regiones nos hemos reunido por primera vez para hacer un planteamiento común y un seguimiento unitario del proceso negociador. Por lo que llegamos a las siguientes consideraciones:

Sobre el proceso de negociación

Dadas las asimetrías existentes entre ambos socios, existe el temor de que el futuro acuerdo de asociación pudiera limitarse a un simple acuerdo de libre comercio, que agrave aún más dichas asimetrías y las desigualdades entre los países centroamericanos.

En ese sentido, las organizaciones firmantes partimos de las conclusiones de la III Cumbre Sindical UE-América Latina (Viena 5-4-2006) que demandaba a los Jefes de Estado la apertura de negociaciones para un Acuerdo de Asociación entre la UE y Centroamérica a la vez que reclamaba algunas condiciones mínimas que deberían contenerse y también el establecimiento de una serie de criterios que deben tenerse presente en las negociaciones.

El movimiento sindical pide que se tomen en cuenta las desigualdades económicas entre las regiones latinoamericanas y la UE y que, en consecuencia, en los Acuerdos de Asociación se plantee el desarrollo como objetivo central, contribuyendo a la erradicación de la pobreza y al desarrollo sostenible.

Asimismo que todos los Acuerdos contengan transversalmente la obligatoriedad de cumplir y aplicar los derechos fundamentales de los trabajadores incluyendo políticas de igualdad de género y de no discriminación.

Las negociaciones para la firma de acuerdos entre la Unión Europea y los países o bloques sub-regionales de ALC deben caracterizarse por su transparencia y por su apertura a la sociedad civil organizada que debe contar con mecanismos regulares y oficiales de información, consulta y participación durante las negociaciones y el seguimiento del Acuerdo cuando esté en vigor

Los Acuerdos no deben entenderse como meros acuerdos de libre cambio sino como verdaderos “Acuerdos de Asociación Económica, Política, Social y Cultural”. Y por ello deben contener junto a los capítulos de dialogo político, de cooperación técnica y de intercambio comercial, un capítulo que incorpore los derechos sociolaborales, que recoja los convenios fundamentales de la OIT, así como la legislación más avanzada de cada uno de los bloques firmantes.

Para la implementación efectiva de estos convenios el futuro Acuerdo de Asociación deberá plasmar el compromiso de las Partes de reforzar (aportando los medios económicos y jurídicos necesarios) la capacidad de la OIT en Centroamérica para la verificación y denuncia de las violaciones de dichos convenios y normas.

Además de regularse la participación conjunta de los organismos de representación de la sociedad civil (como los comités consultivos económicos y sociales) cualquier acuerdo debe reconocer el papel activo de las organizaciones de trabajadores, en la propuesta, el seguimiento del Acuerdo de Asociación incluyendo los medios adecuados para ejercer el ejercicio de esos derechos.”

Sobre el contexto de América Central

La experiencia reciente en el marco del CAFTA se ha caracterizado por ser un proceso excluyente y autoritario donde el fin ha consistido en posibilitar el ingreso del capital transnacional sin ninguna regulación económica, social y legal de tal manera que los Estados quedan condenados a servir al gran capital y no a sus pueblos. Por ello los sindicatos y otras fuerzas populares centroamericanas se opusieron a su firma, y ante las negociaciones con la Unión Europea reiteran su oposición a cualquier acuerdo comercial que se base en criterios neoliberales de libre comercio y apuestan por un comercio justo y equilibrado.

América Central es una región que vive grandes problemas de pobreza y miseria. De los 35 millones de habitantes registrados en el 2005, un 55% vive en la pobreza, y el 23% en la pobreza extrema, donde esos niveles de pobreza extrema o indigencia, visto desde los países alcanzan cifras excesivamente altas, que oscilan desde el 8.2% hasta el 54.4%.

La pobreza no solo se manifiesta en falta de ingresos, también esta manifiesta en la imposibilidad de acceder a tierra, capital, crédito, tecnología, educación, servicios básicos de salud, vivienda, etc. También la pobreza genera en forma permanente hambre, nutrición deficiente, graves problemas de salud, incremento en la morbilidad y mortalidad, y potencia la discriminación y la exclusión social.

La pobreza, la desigualdad y la exclusión inciden fuertemente en la gobernabilidad, y como se ha dicho en diversos estudios estos fenómenos también son caldo propicio para inseguridad y la delincuencia

Es importante recalcar que a pesar de los procesos de paz y de la elección de gobiernos por la vía democrática, las políticas neoliberales han llevado a la región a niveles extremos en materia de empleo, con una Población Económicamente Activa de 13 millones de personas, las tasas de informalidad oscilan entre el 42% y el 59.7%, y el 41% no ha logrado completar la educación primaria.

La región centroamericana tiene un enorme déficit con el cumplimiento de los convenios fundamentales de la OIT (87 y 98), lo que constituye un obstáculo para el movimiento sindical, en su calidad de interlocución social. El cumplimiento y el respeto a estos derechos por parte de los estados deben ser considerados también, para el otorgamiento de la cooperación.

Las organizaciones sindicales consideran que para alcanzar un desarrollo sostenible, que permita avanzar hacia los objetivos del milenio, incluso superar las metas ahí propuestas, se requiere de un proceso de integración en el más amplio sentido de la palabra, ya que en forma individual será muy difícil lograrlo por cada uno de los países centroamericanos.

Asimismo reconocen los avances que en materia de integración y cohesión se han producido en la

Unión Europea, que contrasta con el débil proceso que existe en América Central, a pesar de ser uno de los de más larga data en América Latina.

En virtud de ello, y como el Acuerdo de Asociación que se plantea es entre dos bloques, la situación aquí descrita refleja asimetrías que podrían repercutir negativamente en el proceso que esta por iniciarse.

Por ello es indispensable que Centroamérica aproveche este proceso de negociación con la UE para avanzar en materia de integración desde una perspectiva incluyente, en fortalecimiento de su institucionalidad, y sobre todo en el sentido de que la sociedad centroamericana se apropie, participe, y promueva el fortalecimiento de la acción comunitaria.

Un acuerdo de cooperación debería incidir fuertemente en la disminución de la deuda externa, que imposibilita la inversión social en la mayoría de los países de la región América Central

Por todo ello las organizaciones sindicales consideran y acuerdan:

1. Que el movimiento sindical y social no se ha sentido suficientemente representado hasta el momento en el proceso de consulta a la sociedad civil en las relaciones Unión Europea – Centroamérica, por lo que ahora reclamamos una participación real que abarque a todos los sectores del movimiento social y sindical.
2. Profundizar la participación de los sectores populares por medio de la elaboración de una propuesta basada en el respeto a los Derechos Humanos Laborales, los servicios públicos y los recursos naturales.
3. Buscar que los esfuerzos y demandas sociales de la región centroamericana se divulguen y promuevan hacia la opinión pública europea a través de la CES.

Las organizaciones sindicales europeas y centroamericanas de cara a fortalecer su coordinación y su unidad de acción acuerdan también:

- a. Profundizarán el análisis de las dimensiones e impactos de ese acuerdo sobre el empleo y derechos laborales y sociales para la elaboración de una **PROPUESTA SOCIAL**.

- b. Los sindicatos centroamericanos implementarán una agenda mínima de acción común, de cara tanto al acuerdo de asociación como a los diversos desafíos que tienen en la región.

Esta Declaración se remitirá a las autoridades centroamericanas y de la UE, a los gobiernos de los países miembros, a las restantes instituciones, otras organizaciones de la sociedad civil y medios de comunicación, para dar a conocer los criterios sociales y democráticos básicos que el movimiento sindical considera deben tenerse en cuenta por las Partes negociadoras.

Coordinadora Sindical de América Central y el Caribe (CSACC)

Confederación Centroamericana de Trabajadores (CCT-CLAT)

Plataforma Sindical Común Centroamericana (PSCC)

Confederación Europea de Sindicatos (CES)



O TRABALHO SINDICAL UE-AMÉRICA LATINA APÓS A CIMEIRA DE VIENA

Actividades e perspectivas

| APRESENTAÇÃO

A Confederação Europeia de Sindicatos considera da maior importância que os sindicatos acompanhem de perto o desenvolvimento das relações entre a União Europeia e a América Latina, sobretudo numa fase em que a ambiciosa aposta, lançada em 1999 na primeira Cimeira Governamental do Rio de Janeiro, com o objectivo de estabelecer uma associação bi-regional equilibrada, parece necessitar de um novo élan político para se concretizar.

A CES, a ORIT e a CLAT procuram, em conjunto com as estruturas sindicais sub-regionais do Mercosur, da Comunidade Andina e da América Central, dotar as negociações de uma dimensão social, exigindo que não se limite aos aspectos comerciais, mas que incluam igualmente um capítulo social e um capítulo relativo ao trabalho, estabelecendo ainda mecanismos de participação efectiva das organizações representativas da sociedade civil e, em particular, das organizações sindicais.

No decorrer da nova fase, aberta com a criação da CSI, contamos aumentar e melhorar a coordenação do movimento sindical europeu e latino-americano, com o objectivo de comunicar às autoridades da UE, bem como aos responsáveis pelos processos de integração regional na América Latina, de uma forma eficaz as nossas reivindicações.

Nesta publicação, poderá consultar – em inglês, francês, espanhol e português – alguns documentos de apresentação das nossas actividades mais recentes : um relatório geral, a declaração da Cimeira Sindical de Viena, bem como as declarações conjuntas da CES com os sindicatos andinos e os sindicatos da América Central, regiões com as quais a União Europeia abre novas negociações.

John MONKS
General Secretary

O TRABALHO SINDICAL UE-AMÉRICA LATINA APÓS A CIMEIRA DE VIENA

Actividades e perspectivas

Relatório da CES (Outubro 2006)

No presente relatório passamos em revista algumas das principais decisões tomadas nas reuniões que se seguiram à Cimeira de Viena, por forma a que as tomemos em consideração aquando da programação das nossas actividades.

São ainda emitidas opiniões e orientações sobre os métodos aplicados no trabalho de coordenação sindical (e nas relações com outros parceiros), de modo a que as organizações filiadas também as possam tomar em consideração.

Alguns dados sobre a conjuntura política e social na ALC

Nos últimos meses, intensificaram-se os conflitos internos no continente, ameaçando o impulso unitário que se vinha produzindo ao nível da integração regional.

A paralisia da ALCA não significou o fim das tentativas da parte dos Estados Unidos em obter uma zona de comércio livre o mais alargada possível, através de acordos individuais, como os acordos de comércio livre com o México, Chile, Equador, Peru e Colômbia.

A saída da Venezuela da CAN, como reacção aos acordos de comércio livre assinados pela Colômbia e pelo Peru, mergulhou o bloco Andino na incerteza. No seguimento da cimeira dos chefes de Estado de Viena, tudo indica que a CAN assumiu a saída da Venezuela e, ao mesmo tempo, chegou a um consenso entre os quatro países membros para prosseguir com o processo Andino. Foi, pelo menos, neste sentido que se pronunciou o Conselho Consultivo Andino do Trabalho.

A luta entre países da América Latina empenhados em estabelecer relações bilaterais com os Estados Unidos (e em menor medida com a UE) e os restantes países interessados em construir alianças sólidas (e assumir a sua liderança) na região para fazer face às relações com outras regiões e outros

blocos, tem contribuído para fragilizar os actuais quadros de integração sub-regional.

A alternativa a esta situação deveria ser a Comunidade Sul Americana das Nações (CSN: Mercosur e CAN, Chile, Guiana e Suriname), criada em 2004 como contrapeso à proposta da ALCA (Zona de Livre Comércio das Américas) dos Estados Unidos, mas que só existe de forma formal, apesar de haverem sinais que apontam para o seu relançamento.

A III Cimeira Sindical

A III Cimeira Sindical UE-ALC (5 Abril 2006) foi muito positiva. Foi atingido o principal objectivo que consistia em que o movimento sindical, de uma forma autónoma, apresentasse as suas propostas aos chefes de Estado e de governo, reunidos em Cimeira. Paralelamente, o movimento sindical preparou a sua participação no encontro da sociedade civil organizada no seio do Comité Económico e Social Europeu e onde participaram sindicalistas, empresários e representantes da sociedade civil. De todos os encontros organizados no âmbito do CESE, o encontro sindical foi, sem dúvida, o mais produtivo.

Devemos, no entanto, de avaliar de forma crítica alguns aspectos da Cimeira Sindical.

Notámos alguma perda de interesse relativamente às duas reuniões anteriores. Assim, deveremos rever o formato destes encontros, por forma a evitar que caiam na rotina e no formalismo.

Estas cimeiras constituíram espaços de unidade sindical prévios à unidade sindical internacional e foram objecto, nessa qualidade, de grande interesse para além da própria reunião. É, pois natural que, uma vez o processo de unificação concretizado, as cimeiras sindicais se tornem menos interessantes e só sejam em função da sua utilidade concreta.

A CES apresentou a Declaração da Cimeira Sindical à Presidência Austríaca da UE bem como à Comissão Europeia. Para além disso, publicou-a no seu sítio da Internet. A CES solicitou ainda aos seus membros que transmitissem a Declaração aos governos respectivos.

A sessão da próxima Cimeira Sindical deverá ser precedida de uma reunião de trabalho das instâncias organizadoras que serão a CES, a CSI e a organização regional latino-americana.

A Cimeira dos movimentos alternativos

Há algum tempo, a CES tomou conhecimento da vontade dos grupos organizadores do encontro “Enlazando Alternativas” de Guadalajara em organizar um outro encontro em Viena. Solicitaram à CES que participasse na organização, apesar de já terem convocado o encontro, através de um manifesto que nalguns pontos de identificava com as posições da CES, apresentando pontos de divergência importantes relativamente a outros.

De qualquer forma, um representante da CES participou no encontro como convidado e aí apresentou as conclusões da Cimeira sindical, à semelhança do que já havia acontecido por ocasião do Forum Euro-latino-americano da ONG, promovido pela rede ALOP.

Os pontos de vista expressos no manifesto divergiam da posição da CES relativamente à Constituição e à integração europeias, bem como das decisões do conjunto das organizações sindicais internacionais, aprovadas pela Cimeira Sindical, no que diz respeito às negociações entre a UE e a ALC.

Por outro lado, existia o risco de em tais acontecimentos (e em oposição ao que se passa no Forum Sindical Mundial, onde não existem manifestos vinculativos) os sindicatos apoiarem (ou serem afectados) posições contraditórias relativamente às aprovadas nas cimeiras sindicais ou noutras declarações sindicais internacionais sobre os mesmos temas. É certo que nem todas as organizações que participam no encontro EA partilham das mesmas posições. Com algumas dessas organizações a CES mantém uma colaboração fluída relativamente a certas matérias. Dever-se-à convergir com estes movimentos? Convergir parece adaptar-se melhor com a dimensão, a especificidade e a independência do sindicalismo.

A CES reafirmou a sua intenção de reforçar a coordenação sindical bi-regional UE-ALC em colaboração com a ORIT e a CLAT, bem como com a nova internacional.

A Cimeira oficial

No contexto das crises mencionadas e do bloqueio das negociações com o Mercosur, os chefes de Estado da UE e da ALC aprovaram uma declaração onde predominam os temas de carácter mundial e não tanto os temas específicos às duas regiões.

Os aspectos mais próximos da nossa actividade são os seguintes:

- o reforço da associação bi-regional, mais concretamente referência à proposta da XVII Conferência Inter-parlamentar ALC-UE (Lima, Repu, 14-17 Junho 2005) em criar uma Assembleia Euro-Latino-Americana;
- Tomam nota da criação de um secretariado geral ibero-americano (SEGIB);
- Deram um espaço importante às medidas de cooperação na luta contra o terrorismo, especificando, no entanto, que as liberdades fundamentais e o Estado de direito devem ser plenamente respeitados na luta contra o terrorismo;
- a emigração, o emprego, a pobreza e a coesão social fazem parte do texto;
- avaliam de forma positiva o desenvolvimento dos Acordos de Associação entre o México e a UE e o Chile e a UE, mas não apresentaram propostas de aprofundamento ou de revisão;
- relativamente ao Mercosul e tendo em conta que se tratava da negociação mais importante, só é feita menção em dois parágrafos, demonstrando bem a actual estagnação. Estes dois parágrafos estão repletos de boas intenções e de generalidades, mas não permitem antever um acordo brevemente;
- o resultado mais visível da Cimeira é o anúncio das negociações entre a UE e a América Central, “que tenha em conta o bom resultado da avaliação conjunta”, com vista a um acordo de associação, que inclua a criação de uma zona de comércio livre. Faz igualmente referência, mesmo se de maneira menos elogiosa, à Comunidade Andina: “saudamos a decisão tomada pela UE e pela Comunidade Andina em iniciar, no ano de 2006, um processo visando a negociação de um acordo de associação”.

A Declaração inclui referências a alguns encontros paralelos à Cimeira, como o IV Encontro da sociedade civil (organizado pelo CESE), o III Forum Euro-Latino-Americano-Caraíbas (organizado pela ALOP) e a primeira Cimeira das empresas ALC-UE sob o lema “Aproximar dois mundos através do comércio e da cultura”. Na Declaração, existe um parágrafo sobre a importância desta reunião patronal, sendo mencionado que “as conclusões e as recomendações da Cimeira das Empresas nos foram apresentadas durante a sessão plenária de encerramento da IV Cimeira ALC-UE”.

Não teríamos objecções a fazer a esta atenção dada à reunião dos empresários, não fosse o facto de

representar um descrédito para a Cimeira Sindical, que não teve o mesmo tipo de tratamento¹.

A continuidade do trabalho sindical na perspectiva da nova Internacional

Antes de iniciar os preparativos para uma nova Cimeira Sindical UE-ALC (a Cimeira dos Chefes de Estado realiza-se à no Peru, em 2008) é necessário realizar diversos trabalhos de seguimento, tal como previsto no Plano de Trabalho CES-ORIT-CLAT, assinado em Brasília, em Abril 2005.

a) Mercosul

O Parlamento Europeu (em Outubro 2006) aprovou uma resolução que, de maneira geral, confirma as posições já conhecidas da UE mas que acentua a necessidade de reactivas as negociações para tornar possível uma zona de comércio livre, facto que representa um certo recuo relativamente a declarações anteriores. Mesmo assim, a CES conseguiu introduzir algumas alterações com o objectivo de sublinhar a dimensão social que deverá ser incluída no Acordo de Associação.

Entre outros elementos, a resolução do PE “sublinha importância do Forum do Trabalho UE-Mercosul para que se atinjam os objectivos sociais e em matéria de trabalho na região. Este forum foi criado pela CES e pelas principais organizações sindicais no Mercosul. A PE insiste na oportunidade de promover a criação de um diálogo entre o Comité Económico e Social Europeu e o Forum Consultivo Económico e Social do Mercosul (CESE-FCES) com o objectivo de consolidar a cooperação institucional dos órgãos consultivos das duas regiões e de reforçar a participação dos actores sociais no processo de integração”.

Face à paragem das negociações em 2003, os trabalhos sindicais de seguimento também se ressentiram. As reuniões e os comunicados de coordenação tornaram-se mais raros. Existem, no entanto, compromissos para aumentar a coordenação.

Existem ainda possibilidades de obter um financiamento europeu para um projecto do Forum Laboral UE-Mercosul, através de uma proposta feita pelo próprio Mercosul à UE. O Ministério dos Negócios Estrangeiros da Argentina abriu esta via, no seguimento de um pedido da CES, do CSCS (Coordenadora de Centrais do Corno Sul) e do CTCS (Conselho de Trabalhadores do Corno Sul).

–1– A CES expressou junto do Sr. Eneko Landaburu, Director da DG-Relex, seu desacordo relativamente a este tratamento desigual dado às duas cimeiras

b) Comunidade Andina

Face a esta negociação previsível, a CES e o Conselho Consultivo Andino do Trabalho (CCLA) assinaram uma declaração conjunta, onde reclamam uma participação activa da sociedade civil, e em particular dos sindicatos, avançando algumas das suas propostas a apresentar ao comité de negociação, logo que este seja constituído.

c) América Central

Apesar de haver um problema no que diz respeito a quem detém o mandato de negociação para a América Central, após o período de avaliação, tudo parece indicar que será dada luz verde ao processo de negociação.

A perspectiva de negociação na América Central tem a particularidade de vários países da região terem assinado um acordo de comércio livre com os Estados Unidos (CAFTA) que não foi ratificado por todos os países. Existe o receio de que um acordo com a UE seja sinónimo de outro CAFTA. No entanto, um verdadeiro acordo de associação seria muito positivo para a consolidação do SICA (Sistema de Integração da América Central) ao qual pertencem os países da América Central de língua espanhola (Panamá, Salvador, Costa Rica, Nicarágua, Honduras, Guatemala) e o Belize.

A CES espera que brevemente se possa iniciar uma coordenação estável com as estruturas sindicais da América Central, para que se inicie esta negociação e se estabeleça uma estratégia comum de reivindicações.

O Secretário Geral da CES enviou, em Julho 2006, uma carta ao Presidente de El Salvador protestando contra o assalto à sede da CSTS e a detenção dos seus dirigentes, alertando para o facto de que pediria à Comissão Europeia que revisse o regime especial de preferências generalizadas para El Salvador caso as práticas anti-sindicais não parassem. Exigia ainda a ratificação das convenções da OIT sobre as liberdades sindicais. Em Setembro 2006, El Salvador ratificou estas convenções.

d) México

Os problemas resultantes da situação política mexicana, no seguimento da eleição presidencial, atrasam a revisão do acordo global de introdução dos direitos sociais, bem como a aprovação de uma reclamação neste sentido.

A CES realiza um trabalho de coordenação importante com as centrais sindicais mexicanas. Realizaram-se

dois encontros e esperamos a concretização de um seminário para propor um projecto de cooperação junto da UE, sobre os aspectos socio-profissionais do Acordo UE-México.

No que diz respeito às relações UE-México, a CES mantém contactos com outras associações europeias e mexicanas, tal como o CIFCA, o RMALC ou a Fundação Ebert.

e) Chile

O Acordo de Associação UE-Chile foi assinado em Novembro 2002 e está em vigor desde Março 2005. A CES e as centrais chilenas têm mantido alguns contactos, mas ainda não realizaram nenhuma avaliação conjunta relativamente à sua aplicação. Estão previstas acções concretas nos próximos meses.

f) A continuidade do trabalho sindical na perspectiva da nova Internacional

Se é verdade que é a CES que assegura a coordenação directa com as estruturas sindicais das regiões ou dos países que têm ou que estão num processo de negociação de acordos com a UE, não é menos verdade que o grupo de trabalho UE-ALC que trabalha em Bruxelas com a CISL e a CMT (em contacto com a ORIT e a CLAT) tem realizado um trabalho precioso.

Logo que a responsabilidade do dossier seja atribuída na CSI, o Grupo de trabalho será recomposto para fazer face à aceleração previsível das negociações nos domínios mencionados.

Este facto obriga a intensificação da coordenação interna entre as organizações filiadas na CES, bem como a tirar partido de todas as sinergias e de todos os recursos para fazer face a estes processos no quadro de uma intervenção da CES.

A excelente colaboração que o CESE (em particular o Grupo II) dá a CES deve ser mantida no seu novo mandato. É ainda necessário melhorar a coordenação já existente entre este grupo, a ACTRAV (OIT) e a sua unidade para a América Latina, chefiada pelo antigo secretário geral adjunto da CISL, José Olívio.

A CES mantém contactos com diversas instituições, entidades e associações de forma a tornar públicas as suas posições sobre os temas da América Latina e também para contribuir para iniciativas e pedidos desses interlocutores. Tem também relações com a DG Relex e os seus responsáveis de diferentes unidades da América Latina, com a DG Emprego (área internacional), com a DG Comércio, com diversos grupos parlamentares do PE e com diversas embaixadas em Bruxelas.

**CISL-CMT-CES-ORIT-CLAT
III CIMEIRA
SINDICAL UNIÃO
EUROPEIA –
AMÉRICA LATINA E
CARAÍBAS
Viena, Áustria,
5 Abril 2006**

DECLARAÇÃO FINAL

A CISL, a CMT, a CES, a ORIT e a CLAT, instâncias organizadoras, com o apoio da ÖGB e a participação de delegados e delegadas representantes dos trabalhadores dos países das duas regiões, realizaram a III Cimeira Sindical UE-ALC.

Os delegados discutiram a declaração final, que inclui 'um apelo aos chefes de Estado e de Governo' e chegaram a acordo sobre as bases sindicais a apresentar ao IV Encontro da Sociedade Civil UE-ALC, que terá lugar nos dias 6 e 7 Abril.

Os participantes constataam que o carácter unitário e aberto desta Cimeira Sindical, à semelhança das anteriores, permitiu reforçar a unidade da acção sindical e dinamizar a coordenação entre as várias organizações sindicais.

A Cimeira realiza-se alguns meses antes do Congresso fundador de uma nova confederação sindical internacional, promovida pela CISL e CMT (e pelas estruturas regionais respectivas). Para além destas duas organizações também participarão no congresso outras organizações sindicais sem filiação mundial. A CES apoia esta iniciativa.

A cimeira sindical UE-ALC considera que a constituição da nova organização mundial contribuirá de uma forma muito positiva para melhorar a defesa dos trabalhadores face ao processo de mundialização da economia.

Alguns aspectos da situação na América Latina

Nalguns países da América Latina, os cidadãos elegeram recentemente mandatários de tendência progressista como é o case de Tabaré Vazquez no Uruguai, Evo Morales na Bolívia ou Michelle Bachelet no Chile, confirmando o desejo de mudança já verificado em eleições anteriores, na Venezuela, Brasil e Argentina.

Estas eleições reforçaram a democracia pluralista enquanto sistema político onde a vontade popular pode ser representada legitimamente, bem como

as aspirações de reforma e de transformação social através de instituições legais.

A expressiva participação popular nestes processos eleitorais pode ajudar a ultrapassar a fraqueza endêmica das instituições política da América Latina. A organização do referendo na Venezuela, em Agosto 2004, é outro exemplo positivo de resolução democrática das crises políticas, sem recurso a opções autoritárias como acontecia no passado.

A experiência da história demonstra que apesar da votação democrática da América Latina, a ingerência estrangeira tem sido muitas vezes um factor negativo e mesmo um obstáculo à consolidação da democracia na região. O desenvolvimento democrático na América Latina e as suas relações com a comunidade internacional, só poderá avançar se se basear no respeito pela soberania dos povos.

O projecto hegemónico da ALCA, que é contra os interesses dos povos e a soberania dos estados da América Latina, está a ser bloqueado graças às mobilizações que se têm verificado em todo o continente e a oposição de diversos governos latino-americanos com a participação dos sindicatos e de movimentos da sociedade civil.

O processo de criação de uma comunidade sul-americana das nações inscreve-se no quadro da aspiração histórica de unidade da América Latina, bem como na procura de alternativas imediatas aos desafios actuais para os países da AMC, como as negociações com países e blocos.

A Cimeira Sindical apoia o carácter institucional da política da comunidade sul-americana e considera que esta deve dotar-se de objectivos e instrumentos sociais. É igualmente importante progredir na aliança e inter-relação de todas as associações sub-regionais com o objectivo de reforçar o conjunto dos países latino-americanos, na perspectiva da sua futura unificação.

Aplaudimos as iniciativas nesse sentido, tal como a lançada recentemente a partir de Buenos Aires (Argentina) com a proposta de constituição unificada para a América Latina e Caraíbas, para que todos os países da região estabeleçam uma norma mínima de coexistência, tal como existe na UE.

A integração política com um forte conteúdo social, que defendemos, deve existir no quadro da

integração comercial e económica. A situação económica e social da ALC caracteriza-se por um crescimento insuficiente, por parâmetros inaceitáveis de pobreza, desigualdade, desemprego, emprego precário e repartição injusta das riquezas. É preciso juntar a isto a falta de garantias quanto ao pleno exercício dos direitos do homem e a impunidade de que gozam os prevaricadores em muitos países.

O menor desenvolvimento tecnológico da ALC obriga à importação líquida de uma grande quantidade de produtos de alto valor acrescentado. Por outro lado, sofre de importantes restrições no que diz respeito à exportação de produtos em que é competitiva. Para avançar no sentido de um modelo de associação bi-regional justa e equilibrada é essencial mudar esta situação.

A dívida externa na maioria dos países latino-americanos é um dos maiores obstáculos ao seu desenvolvimento e ao acesso dos cidadãos a condições de trabalho e de vida dignas. Este acesso à dignidade deveria ter primazia em relação ao pagamento da dívida. Constata-se ainda que os países mais desenvolvidos (que são co-responsáveis da situação de pobreza e de ausência de coesão social na ALC) continuam a não respeitar os seus compromissos em afectar um mínimo de 0,7% do seu PIB para a cooperação para o desenvolvimento.

A Cimeira Sindical apoia plenamente as reivindicações contidas na plataforma de trabalho das Américas lançada em Mar del Plata com o apoio do conjunto das organizações sindicais das Américas.

O alargamento da UE e o modelo social europeu

O alargamento da UE, que actualmente tem 25 países, representou um grande passo em frente no processo de unificação europeia. Entretanto, a 'nova' UE não possui um quadro jurídico ou institucional de acordo com as suas novas dimensões, devido à paralisia do projecto de tratado constitucional, facto que não lhe permite fazer face às assimetrias económicas, sociais e culturais resultantes do alargamento. O dumping social e salarial alimenta os nacionalismos, o racismo e a xenofobia. Esta situação de crise política tem sido agravada devido aos cortes realizados nos orçamentos financeiros para o período 2007-2013.

O modelo social europeu caracteriza-se por instituições e por leis que, durante anos, garantiram as

condições de trabalho e as prestações sociais de qualidade. Este modelo encontra-se ameaçado por políticas neo-liberais e conservadoras que o pretendem dismantelar, acusando-o de ser o pseudo responsável da falta de competitividade da Europa relativamente a outras regiões e da rigidez do mercado de trabalho incompatíveis com a mundialização da economia.

A realidade é que o modelo social europeu constitui um dos sinais de identidade europeia e foi um dos factores determinantes no desenvolvimento produtivo da economia europeia e da coesão social. Por isso, é necessário apoiar o aprofundamento da integração económica, social e do trabalho, com uma participação importante dos parceiros sociais.

As mobilizações contra o projecto de directiva sobre os serviços (directiva Bolkenstein) é um exemplo da luta pela preservação do modelo social europeu.

As grandes euro-manifestações organizadas pela CES em 19 Março 2005 em Bruxelas e em 14 Fevereiro 2006 em Estrasburgo, foram decisivas na obtenção de modificações substanciais no projecto que, na sua versão original, implicava que as condições de trabalho sejam as do país de origem dos trabalhadores e não as do país onde o serviço é prestado, facto que teria implicado, entre outros, uma desregulamentação grave do trabalho.

A CES mantém-se vigilante quanto à evolução do projecto, uma vez que os sectores patronais e diversos Estados Membros rejeitam o compromisso obtido no Parlamento Europeu.

Apesar dum certo optimismo oficial, a Europa está longe de ter relançado a sua economia de uma forma sustentada, facto que não lhe permite abordar os problemas sociais graves, como o desemprego ou a exclusão.

Em 2000, a Europa lançou a “estratégia de Lisboa”, com o objectivo de dar um novo impulso às políticas comunitárias. Foram estabelecidos objectivos ambiciosos para que a Europa, nos próximos dez anos, se transforme na zona económica mais dinâmica do mundo, com mais e melhores empregos, mas devido ao abrandamento da economia e à falta de vontade política da parte dos Estados Membros, ainda estamos longe de os realizar. A CES apoiou desde sempre esta estratégia e considera que se não se atingirem os

objectivos de fundo, é em larga medida devido ao facto de os aspectos sociais e ambientais serem sacrificados em nome dos objectivos económicos conjunturais.

As relações euro-latino-americanas

O IV encontro da sociedade civil UE-ALC, que se seguirá à III Cimeira Sindical, tratará igualmente da associação bi-regional lançada por ocasião da primeira cimeira de chefes de Estado, no Rio de Janeiro, em 1999.

O documento principal a discutir neste encontro retoma muitas das propostas e reivindicações do movimento sindical euro-latino-americano, apresentadas em encontros sucessivos. Mas o seu conteúdo não reflecte por completo as nossas posições uma vez que se trata de um texto que foi objecto de consenso entre os diferentes sectores participantes: sindicalistas, empregadores e terceiro sector.

Apesar disso, e no âmbito de um debate franco, a delegação sindical tentará reforçar o texto, com o objectivo de sublinhar a necessidade de os governos da UE se comprometerem de forma mais firme num modelo de associação bi-regional, que tenha em conta as assimetrias existentes entre a América Latina e a UE e que se propõe ultrapassar, através da implementação de acordos que incluam uma dimensão social, numa perspectiva de desenvolvimento económico, social, cultural, democrático e ecologicamente durável.

Identificamo-nos particularmente com as disposições do documento que tratam da coesão social, tanto no que diz respeito aos calendários de negociação, como a propósito da intensificação dos investimentos, o aumento de apoio e da cooperação e a protecção dos direitos dos trabalhadores migrantes e suas famílias.

É necessário que a Cimeira dos Chefes de Estado do mês de Maio em Viena aprove a abertura de negociações de um Acordo de Associação UE-CAN e UE-América Central, bem como o compromisso e um calendário para a finalização das negociações UE-Mercosul.

As Caraíbas estão relacionadas com a UE de forma institucional há várias décadas, através dos acordos UE-ACP, facto que assegura uma relação entre diferentes continentes. Os processos de unidade regional das Caraíbas desenvolvem-se

através do CARICOM, o Cariforo, a Associação dos Estados das Caraíbas.

As negociações para a assinatura de acordos entre a UE e os países ou os blocos sub-regionais da ALC devem caracterizar-se pela transparência e pela sua abertura à sociedade civil organizada. O que implica mecanismos regulares de informação, consulta e de participação durante as negociações e o seguimento do Acordo quando este entrar em vigor.

Os únicos acordos de associação existentes actualmente (UE-México e UE-Chile) ainda não incluem mecanismos de participação e as negociações UE-Mercosul são feitas num ambiente pouco transparente, sem que as organizações sindicais sejam devidamente informadas.

Os acordos não devem ser entendidos como simples acordos de comércio livre, mais como verdadeiros 'Acordos de associação económica, política, social e cultural'. Por esta razão, devem incluir, para além dos capítulos relativos ao diálogo político, à cooperação técnica e às trocas comerciais, um capítulo que inclua os direitos socio-profissionais e que inclua, no mínimo, as convenções fundamentais da OIT, bem como a legislação mais avançada de cada um dos blocos signatários.

Para além de regularem a participação conjunta dos organismos da sociedade civil (como os comités económicos e sociais) os acordos devem reconhecer o papel activo das organizações de trabalhadores (bem como dos empregadores e de outros sectores sociais) no seguimento do acordo de associação, incluindo os meios adequados que permitam exercer esses direitos.

A associação bi-regional UE-ALC necessita de instrumentos institucionais como os que propõe o Parlamento Europeu: uma Assembleia parlamentar euro-latino-americana, uma carta latino-americana para a paz e segurança e um secretariado permanente euro-latino-americano.

A Cimeira sindical saúda o resultado do fórum euro-latino-americano das ONG, que se realizou recentemente, bem como a presença nos nossos trabalhos de um dos seus representantes, prova da afinidade entre as nossas análises e propostas respectivas.

A coordenação sindical euro-latino-americana

Durante muitos anos, as relações sindicais entre a América Latina e a Europa tiveram um carácter bilateral entre as organizações nacionais, no âmbito das actividades das organizações internacionais, CISL e CMT.

Nos anos 90, com a abertura de negociações entre a UE e outros blocos sub-regionais, os contactos entre a CES e as estruturas continentais e sub-regionais latino-americanas tiveram o seu início.

Em Maio 1988, a CISL-ORIT, a CMT-CLAT e a CES organizaram em Montevideo uma “conferência sindical sobre a dimensão social do Mercosul e a UE”. Em Maio 2001, a CES, a CISL e a CMT criaram um grupo de trabalho UE-Mercosul e a CES, com a CCSCS e o CTCS criaram uma coordenação estável através do fórum laboral UE-Mercosul.

As cimeiras sindicais de Madrid em 2002 e a da Cidade do México, em 2004, estimularam os contactos entre os sindicatos andinos e os da América central com a CES. A CES organizou também dois encontros sindicais com as centrais mexicanas.

Em Abril 2005, foi assinado o Primeiro Plano de Trabalho ORIT-CLAT. Este inclui um vasto leque de actividades:

Mercosul:

Lançar uma iniciativa sindical para influenciar o processo de negociação e para que seja tomada em consideração a nossa proposta de capítulo socio-profissional ou de fórum laboral. A proposta de capítulo socio-profissional lançada pela coordenadora das centrais sindicais, o conselho de trabalhadores e a CES constitui um instrumento de reivindicação importante (...).

Comunidade Andina:

Estabilizar o trabalho conjunto entre a CES e o Conselho Consultivo do Trabalho Andino. A visita recente do CESE e da CES na região e a elaboração de um parecer sobre as negociações UE-CAN pelo CESE tornaram possível a discussão de propostas sindicais.

México:

No âmbito do seguimento do acordo global UE-México, foram apresentadas propostas conjuntas às autoridades, com linhas directrizes para um

capítulo ou protocolo social. Será organizado um seminário para lançar um projecto de cooperação para desenvolver os aspectos do acordo relacionados com o trabalho.

América Central:

Compromisso para iniciar a cooperação entre a CES e as coordenações e conselhos de centrais da América Central.

Caraíbas:

A CES, a CLAT e a ORIT devem promover, com os organismos regionais de trabalhadores, as políticas de cooperação que facilitem o avanço dos processos de associação da UE e as Caraíbas;

Chile:

Realização de um seminário de avaliação conjunta do Acordo Chile-UE em vigor.

No Plano de Trabalho ORIT-CLAT-CES estão previstas outras iniciativas relativamente às empresas multinacionais com as organizações sectoriais.

A Cimeira Sindical considera que o Plano de Trabalho deve ser iniciado e actualizado e deve ser apoiado activamente pelas organizações sindicais da Europa e América Latina.

A Cimeira Sindical apoia a proposta da rede belga SYNDICOL em lançar uma campanha baseada na recolha de assinaturas exigindo o fim da violência contra os sindicalistas e outros militantes dos direitos do homem na Colômbia. Apoia ainda a campanha de solidariedade com o sindicalismo colombiano “SOS Colômbia”

Apelo aos Chefes de Estado e de Governo da UE e da ALC

A Cimeira Sindical UE-ALC transmitirá as seguintes propostas à Cimeira governamental:

→ Incitar a associação estratégica bi-regional através de propostas do PE e da comunicação da Comissão Europeia: “uma associação reforçada entre a UE e a América Latina”. Reiteramos o pedido de constituição de um conselho económico e social latino-americano, equivalente ao CES da UE. Entretanto, apoiamos a constituição de um comité misto UE-América Latina e Caraíbas, composto pelo CESE da UE e os organismos representativos da sociedade civil organizada, reconhecidos como interlocutores institucionais,

equivalentes da UE nas regiões e países da ALC.

→ No que diz respeito às negociações UE-Mercosul, exigimos que haja um acordo de compromisso e um calendário para a assinatura de um acordo de associação baseado em critérios de equidade entre os dois blocos, com garantias de participação democrática e de conteúdos sociais.

→ Propomos que sejam tomadas em consideração as desigualdades económicas entre as regiões latino-americanas e a UE e que nos acordos de associação se inclua o desenvolvimento como um dos objectivos centrais, incluindo através da eliminação da pobreza e da promoção do desenvolvimento sustentado.

→ Reclamamos que todos os acordos incluam um capítulo socio-profissional que precise os direitos fundamentais dos trabalhadores, incluindo as políticas de igualdade de oportunidades e de não-discriminação.

→ Que se chegue a acordo, em Viena, sobre a abertura de um processo de negociação com a comunidade andina e com a América Central. Apoiamos a decisão de criar um conselho consultivo económico e social andino.

→ Propomos que o conselho conjunto do Acordo UE-México aceite as propostas do CESE no sentido de ser constituído um comité misto composto pelo próprio CESE e os seus equivalentes mexicanos.

→ Reiteramos a necessidade de constituir os comités económicos e sociais do Chile e do México e que se reforce o comité consultivo do SICA.

→ Reclamamos que as organizações de trabalhadores participem nas negociações e que as autoridades reconheçam e apoiem os comités ou os forum de coordenação sindical euro-latino-americana.

→ Que se tornem efectivos os princípios de justiça social e de democracia para favorecer a coesão social e impedir o aparecimento de nacionalismos vectores de exclusão.

→ Que se dê prioridade às políticas de regulação das migrações e de protecção dos direitos dos emigrantes e que os países receptores promovam a integração, rejeitando as atitudes racistas e xenófobas.

→ A Cimeira sindical reitera a necessidade de por fim ao embargo que os Estados Unidos mantêm relativamente a Cuba, causando grandes danos à sua economia. A Cimeira pede aos chefes de Estado que exijam do governo americano o desmantelamento da prisão ilegal de Guantanamo, dadas as condições desumanas e ilegais em que se encontram os prisioneiros.

→ Que se ponha fim à situação de perseguição contra os militantes sindicais e que se respeite a

acção sindical e a liberdade de associação dos trabalhadores em todos os países. Que se implementem as recomendações da OIT, que visitou a Colômbia em 2005, e que sejam aceites as propostas das centrais sindicais colombianas e do comité de liberdade sindical da OIT para abrir uma representação da OIT na Colômbia.

→ Que se aprofunde a criação de sistemas fiscais que permitam avançar no sentido de uma repartição mais justa e mais equitativa das riquezas.

Exige o desenvolvimento de acções concretas que permitam acabar com a falta de transparência e com os paraísos fiscais.

→ Que se promova o exercício da responsabilidade social das empresas como medida complementar ao quadro legal (nacional e internacional) das empresas, com a participação dos sindicatos. Que se elabore uma “carta de princípios sobre a RSE”, que inclua mecanismos de seguimento e de controle.

Viena, (Áustria) 5 Abril 2006

DECLARAÇÃO CONJUNTA DO CONSELHO CONSULTIVO LABORAL ANDINO E DA CONFEDERAÇÃO EUROPEIA DE SINDICATOS SOBRE O INÍCIO DAS NEGOCIAÇÕES ENTRE A COMUNIDADE ANDINA E A UNIÃO EUROPEIA

1. Considerações de ordem geral

Em Abril de 2003, o Conselho Consultivo Laboral Andino (CCLA) e a Confederação Europeia de Sindicatos (CES) assinaram, em Lima, uma Declaração Conjunta, com “o objectivo de lançar as bases para uma colaboração estável entre as duas organizações, representativas dos trabalhadores da Comunidade Andina e da UE”, bem como para apresentar as suas propostas conjuntas às autoridades respectivas, tendo em consideração as negociações do futuro acordo de Associação entre a UE e a CA.

Representantes do Comité Económico e Social Europeu (CESE) e dos Conselhos Consultivos Laboral e Empresarial Andinos realizaram diversas reuniões em Lima, nos dias 6 e 7 Fevereiro 2006. Nesta ocasião tratou-se, entre outros pontos, do projecto apresentado pelo Instituto Laboral Andino para a criação de um Conselho Económico e Social Andino (CESA), discutiu-se a assinatura de um Acordo de Cooperação Interinstitucional entre os órgãos consultivos das duas regiões e apresentaram-se propostas ao projecto de parecer do CESE sobre “As relações entre a UE e a Comunidade Andina”, aprovado no mês de Julho de 2006 pelo CESE.

A 5 Abril 2006, em Viena, realizou-se a III Cimeira Sindical UE-América Latina, organizada pela CES, CISL, CMT, ORIT e CLAT. Na sua Declaração Final, referia-se a necessidade de “estabilizar o trabalho conjunto entre a CES e o Conselho Consultivo Laboral Andino”, ao mesmo tempo que se reclamava da parte dos Chefes de Estado que “tomassem em consideração as desigualdades económicas entre as regiões da América Latina e a UE” e, conseqüentemente, integrassem o desenvolvimento como objectivo central nos Acordo de Associação, contribuindo para a erradicação da pobreza e para o desenvolvimento sustentado, “todos os Acordos devem incluir um capítulo sócio-laboral, os direitos fundamentais dos trabalhadores e políticas de igualdade entre homens e mulheres e de não discriminação”.

Em Dezembro de 2003, a CA e a UE subscreveram o Acordo de Diálogo Político e Cooperação, que reforça os vínculos entre as duas regiões ao alargar a sua aplicação à paz e segurança, democracia e governabilidade, comércio, desenvolvimento económico e social, migrações, meio ambiente e biodiversidade; o acordo encontra-se actualmente em fase de ratificação pelas partes.

No âmbito das reuniões entre a Comunidade Andina e a União Europeia foi lançada a iniciativa de se negociar um Acordo de Associação que permita reforçar os laços políticos, económicos, sociais e culturais entre as duas regiões. Em Maio de 2004, na Cimeira UE-América Latina, chegou-se a um acordo sobre um processo de “valorização conjunta”.

Em Julho de 2006, as autoridades da CA e da UE, reunidas em Bruxelas, deram como concluído o processo de avaliação conjunta valorizando como positivos os avanços no processo de integração andina. As duas partes reiteraram o compromisso de negociação aprovado na Cimeira de Viena. Espera-se que no final de 2006 o Conselho dê à Comissão Europeia o mandato de negociação, para que se possa dar início ao processo de negociação.

2. Considerações de ordem sindical

Para os trabalhadores Andinos e Europeus, um Acordo de Associação entre a União Europeia e a Comunidade Andina deve basear-se em critérios de igualdade e de equilíbrio entre as duas regiões e incluir uma vontade clara em não limitar-se aos objectivos de melhoria das trocas comerciais (apesar de necessários); deve dar prioridades aos progressos em matéria de coesão social e de estabelecimento de quadros democráticos sólidos, onde se consolide a convivência pacífica e garanta o desenvolvimento humano. A limitação no exercício dos direitos humanos, da liberdade de imprensa, da liberdade sindical nalguns países andinos obriga a União Europeia e os países que a integram a contribuir de uma forma mais incisiva e com maiores recursos para iniciativas de cooperação, como por exemplo, a instalação da delegação permanente da OIT na Colômbia.

Consideramos que é urgente estabelecer mecanismos de participação da sociedade civil organizada no seguimento das futuras negociações e nesse sentido saudamos o Plano de Cooperação Interinstitucional subscreto pelo CESE e pelos conselhos consultivos andinos, o qual prevê:

1. Apoiar as instâncias de participação da sociedade civil organizada na Comunidade Andina;
2. Contribuir para o diálogo entre as sociedades civis da Comunidade Andina e da União Europeia;
3. Promover a importância da inclusão de uma dimensão social no futuro acordo de associação entre a UE e a CA;
4. Apoiar a iniciativa do CCEA e do CCLA no sentido de trabalharem para a criação de um Conselho Económico e Social Andino (CESA);
5. Promover uma maior participação das organizações andinas representantes da sociedade civil equivalentes às que compõem o Grupo III do CESE;
6. Aprofundar os laços económicos entre as duas regiões.

Consideramos que, antes do início desta nova negociação, seria importante acelerar o processo de ratificação do Acordo de Diálogo Político e Cooperação, subscreto em 2003 pela União Europeia e pela Comunidade Andina; instando as suas autoridades a instalar o mais brevemente possível um Comité Consultivo Conjunto com o objectivo de promover o diálogo com as organizações económicas e sociais da sociedade civil organizada, tal como previsto no Acordo mencionado, no seu artigo 52.

3. Posição Sindical

As organizações sindicais propõem aumentar a sua cooperação específica bi-regional com o objectivo de exigir da parte dos negociadores a abertura de canais de participação efectiva, bem como a inclusão no Acordo de conteúdos de carácter social, de protecção do meio ambiente e democráticos, que configurem uma verdadeira associação política, económica, social e cultural.

As organizações sindicais defenderão ainda a participação de outras organizações e movimentos representantes de sectores da sociedade civil, como os agricultores ou os académicos, ou de temáticas específicas como os direitos humanos, os direitos das populações autóctones, o meio ambiente, a igualdade entre os sexos, os consumidores, etc, e procuraremos fórmulas de convergência com estes grupos de seguimento no decorrer das negociações.

Damos importância particular ao papel que devem desempenhar outros instituições, tal como o Parlamento Andino e o Parlamento Europeu e esperamos colaborar com as suas representações

políticas, partilhando a necessidade de pôr os processos de integração e as relações entre as partes ao serviço dos cidadãos e dos povos.

O futuro acordo deve basear-se no compromisso entre a CA e a UE de tornarem efectivos os princípios e valores expressos na Constituição da OIT e nos seus instrumentos principais em matéria social, como a Declaração relativa aos princípios e direitos fundamentais do trabalho de 1998.

O CCLA e a CES esperam que esteja para breve a criação do Conselho Económico e Social Andino, composto de uma forma representativa dos empresários, trabalhadores e do sector de interesses variados, representando a sociedade civil organizada. Após a sua criação, as autoridades das duas regiões deverão acelerar o reconhecimento de um Comité Misto entre o CESA e o CESE.

4. Propostas Básicas

A CES e o CCLA apresentarão as suas propostas (sobretudo as relativas ao capítulo sócio-laboral) logo que se torne oficial o processo de negociação. Não obstante, apresentamos aqui os aspectos fundamentais dessas mesmas propostas, incluídas em diversos acordos e declarações já subscritas:

Respeito efectivo das convenções e normas fundamentais da OIT;
Respeito pela igualdade entre homens e mulheres no trabalho;
Integração dos migrantes e respeito pelos seus direitos laborais e civis;
Melhoria da educação e da formação profissional;
Fomento do diálogo social entre empresários e trabalhadores e do fortalecimento das suas organizações bem como de outras formas de associativismo profissional ou social (camponeses, consumidores, etc.);
Protecção das condições dignas de trabalho em matéria de saúde laboral e do ambiente de trabalho, eliminando progressivamente o trabalho informal;
Acesso ao crédito para as PME e para o sector da economia social em geral.

Lima e Bruxelas, Outubro de 2006

DECLARAÇÃO DO 1º ENCONTRO DAS ORGANIZAÇÕES SINDICAIS DA UNIÃO EUROPEIA E DA AMÉRICA CENTRAL SOBRE O INÍCIO DAS NEGOCIAÇÕES DE UM ACORDO DE ASSOCIAÇÃO

Reunidos na Cidade do Panamá a 2 Março 2007, no âmbito do Encontro Regional “Acordo de Associação América Central – União Europeia: uma perspectiva sindical”, sob os auspícios da Fundação Friedrich Ebert.

Perante o início das negociações do Acordo de Cooperação entre a América Central e a União Europeia, as organizações sindicais representativas dos trabalhadores de ambas as regiões, reuniram-se pela primeira vez para elaborar uma posição comum e um seguimento do processo negociador. Foram feitas as seguintes considerações:

Sobre o processo de negociação

Dadas as assimetrias existentes entre as duas regiões, existe o receio de que o futuro acordo de associação possa limitar-se a um simples acordo de comércio livre, que contribua ainda mais para o agravamento dessas assimetrias e das desigualdades entre os países da América Central.

Nesse sentido, as organizações signatárias apoiaram-se nas conclusões da III Cimeira Sindical EU-América Latina (Viena, 5 Abril 2006) onde se exigia aos Chefes de Estado a abertura de negociações do Acordo de Associação entre a EU e a América Central, bem como algumas condições mínimas a reunir ou ainda o estabelecimento de uma série de critérios que deveriam ser tomados em consideração nas negociações.

O movimento sindical reclama que se tomem em conta as desigualdades económicas entre as regiões da América Latina e a EU e que, como consequência, os Acordos de Associação elejam o desenvolvimento como objectivo central, contribuindo para a eliminação da pobreza e para o desenvolvimento sustentado.

Paralelamente, todos os Acordos devem incluir a obrigatoriedade de respeitar e aplicar os direitos fundamentais dos trabalhadores, incluindo políticas para a igualdade de género e de não discriminação.

As negociações de acordos entre a UE e os países ou blocos sub-regionais da América Latina e Caraíbas, devem caracterizar-se pela transparência e pela abertura à sociedade civil organizada, a qual deve contar com mecanismos regulares e oficiais de informação, consulta e participação durante as negociações e no seguimento dos Acordos, desde que estes entrem em vigor.

Os acordos não devem ser meros acordos de livre comércio, mas verdadeiros “Acordos de Associação Económica, Política, Social e Cultural”. Consequentemente, a par dos capítulos de conteúdo político, de cooperação técnica e de trocas comerciais, deve também existir um capítulo que inclua os direitos sócio-laborais, as convenções fundamentais da OIT, bem como a legislação mais avançada de cada uma das partes signatárias.

Para que estas convenções sejam efectivamente implementadas, o futuro Acordo de Associação deve incluir o compromisso das partes em reforçar (através dos meios económicos e jurídicos necessários) as capacidades da OIT na América Central, para que possa verificar e denunciar as violações das convenções e normas.

Para além de regulamentar a participação conjunta dos organismos de representação da sociedade civil, (bem como dos comités consultivos económicos e sociais), todos os acordos devem reconhecer o papel activo das organizações representativas dos trabalhadores, tanto ao nível da apresentação de propostas, como do seguimento do Acordo de Associação, incluindo os meios adequados para exercer esses direitos.

Sobre o contexto da América Central

A experiência recente no âmbito do CAFTA (ver o que é) caracterizou-se por um processo não inclusivo e autoritário, cujo objectivo era possibilitar a entrada do capital transnacional, sem qualquer regulação económica, social e legal, de tal forma que os Estados ficam condenados a servir o grande capital e não as suas populações. Por essa razão, tanto as organizações sindicais como outras forças populares da América Central se opuseram à sua assinatura e, perante as negociações com a EU, reiteram a sua oposição a qualquer acordo comercial que se baseie em critérios neoliberais de comércio livre, apostando, ao contrário, no comércio justo e equilibrado.

A América Central é uma região que enfrenta grandes problemas de pobreza e de miséria. Dos 35 milhões de habitantes registados em 2005, cerca de 55% vive na pobreza, 23% na pobreza extrema. Os níveis de pobreza extrema ou de indigência podem oscilar entre os 8,2% e os 54,4%.

A pobreza não se manifesta somente pela falta de rendimentos, mas também na impossibilidade de aceder à terra, ao capital, ao crédito, tecnologia, educação, serviços básicos de saúde, habitação, etc. Ao mesmo tempo, a pobreza gera de forma permanente a fome, a má-nutrição, graves problemas de saúde, aumento da mortalidade, potenciando a discriminação e a exclusão social.

A pobreza, a desigualdade e a exclusão social incidem fundamentalmente na governabilidade, e tal como foi afirmado em vários estudos realizados, estes fenómenos também propiciam a insegurança e a delinquência.

É importante realçar que apesar dos processos de paz e da eleição de governos pela via democrática, as políticas neo-liberais conduziram a região a níveis extremos em matéria de emprego, com uma população economicamente activa de 13 milhões de pessoas. As taxas de informalidade oscilam entre os 42% e os 59,7% e 41% não terminou a educação primária.

A região da América Central é extremamente deficitária no que concerne o cumprimento das convenções fundamentais da OIT (87 e 98), facto que constitui um obstáculo para o movimento sindical, na sua qualidade de parceiro social. O cumprimento e o respeito destes direitos por parte dos Estados devem fazer parte das condições a respeitar no quadro das negociações com a EU.

As organizações sindicais consideram que, para alcançar um desenvolvimento sustentável, que permita progredir no sentido dos objectivos do Milénio, ou mesmo ultrapassar algumas das metas estabelecidas, é essencial que se proceda a um processo de integração na acessão mais ampla do conceito, uma vez que, individualmente, será muito difícil que cada país da América Central os consiga atingir.

Reconhecemos os progressos em matéria de integração e de coesão que se têm verificado na EU, contrastando com os débeis processos que se verificam na América Central, independentemente de ser um dos mais antigos da América Latina.

Por estas razões, e como o Acordo de Associação que se pretende é entre dois blocos, a situação atrás descrita reflecte as assimetrias que podem ter repercussões negativas no processo que se iniciará brevemente.

Assim, é indispensável que a América Central aproveite este processo de negociação com a EU para avançar em matéria de integração, numa perspectiva inclusiva, no reforço da sua institucionalidade e, sobretudo, no sentido de a sociedade da região se poder apropriar, participar e promover o fortalecimento da acção comunitária.

Por todas estas razões, as organizações sindicais consideram e acordam:

- 1.** Que, até ao momento, o movimento sindical e social não se tem sentido suficientemente representado no processo de consulta à sociedade civil sobre as relações EU-América Central e que, por isso, reclamamos uma participação real, que inclua todos os sectores do movimento social e sindical.
- 2.** Aprofundar a participação dos sectores populares através da elaboração de uma proposta baseada no respeito dos Direitos Humanos e Laborais, dos serviços públicos e dos recursos naturais.
- 3.** Fazer esforços no sentido de divulgar e promover junto da opinião pública europeia, através da CES, os esforços realizados e as propostas de carácter social apresentadas na região da América Central.

As organizações sindicais europeias e centro americanas, com o objectivo de reforçarem a sua coordenação e unidade de acção, acordam ainda:

Aprofundar a análise das dimensões e impactos do acordo sobre o emprego e os direitos laborais e sociais, com o objectivo de se elaborar uma **PROPOSTA SOCIAL.**

A presente Declaração será apresentada às autoridades da América Central e da EU, aos governos dos Estados Membros, às restantes instituições, organizações da sociedade civil e media, com o objectivo de dar a conhecer os critérios sociais e democráticos básicos que o movimento sindical considera devem ser tidos em consideração pelas partes negociadoras.

Coordenadora Sindical da América Central e das Caraíbas (CSACC)

Confederação Centro Americana de Trabalhadores (CCT-CLAT)

Plataforma Sindical Comum Centro Americana (PSCC)

Confederação Europeia de Sindicatos (CES)



Confédération européenne des syndicats (CES)
European Trade Union Confederation (ETUC)
Confederación Europea de Sindicatos (CES)
Confederação Europeia de Sindicatos (CES)

5, Bld du Roi Albert II - B- 1210 Bruxelles - Tel. 00-32-2/224 04 11 - Fax 00-32-2/224 04 54/55
www.etuc.org